

Critique Communiste

revue mensuelle
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)

n° 18

avril 83 / 12 fr.

Sommaire

Municipales, plan d'austérité...



A Nantes

Le PCI aux côtés

de politiciens anticomunistes et de patrons



**La France dans la division
internationale du travail**

**CONTRAINTE EXTERIEURE
ET RUPTURE
AVEC LE CAPITALISME**



Les jeunes face au chômage



Le dispositif militaire français en Afrique

Dossier

Editorial

Le gouvernement conduit les travailleurs à la défaite

Face à l'austérité : lutter et ouvrir une autre voie, anticapitaliste

A PRES les élections municipales, « on » attendait de Mitterrand qu'il prononce son jugement. « On », c'est-à-dire l'ensemble des partis qui jouent le jeu des institutions de la V^e République, tandis que, sans respect pour le mot même de « démocratie », l'ensemble des journaux attendaient le « troisième tour des élections » (entendez la déclaration présidentielle). Et Mitterrand a parlé, dans la plus pure tradition bonapartiste et gaulliste : l'arbitre a donné rendez-vous au pays sur le petit écran, et n'a pas craint de se poser en guide de la nation.

« On » attendait de Mitterrand qu'il livre l'interprétation souveraine des résultats des élections municipales. Le propos présidentiel se hissa au-dessus de cette « péripétie » pour appeler à l'effort des Français invités à monter aux trois fronts du chômage, de l'inflation et du commerce extérieur. L'annonce des décisions concrètes, celle du nouveau plan d'austérité, fut laissée au gouvernement... Un troisième gouvernement Mauroy dont la gestation confuse coïncida avec une nouvelle crise monétaire et des attaques répétées contre le Franc. Coïncidence nullement anecdotique, car elle souligne combien les décisions de la présidence et du premier cercle des ministres étaient déterminées par les marchandages de Bruxelles entre les puissances impérialistes européennes. Ce sont en définitive les rapports de forces économiques, tels qu'ils s'expriment à travers le marché mondial capitaliste, qui ont dicté à Mitterrand et à son gouvernement les mesures d'austérité adoptées depuis, comme mesures d'accompagnement de la dévaluation du Franc et de la réévaluation du Mark. Les marges de manœuvres du gouvernement français étaient fort réduites, sinon infimes, dès lors qu'il accepte les règles du jeu capitaliste, à l'intérieur de nos frontières comme à l'extérieur. En s'engageant, il y a vingt mois, à respecter ces règles d'une économie « ouverte », c'est-à-dire la liberté d'exploiter et la toute puissance du marché, les dirigeants socialistes et communistes ont mis la main, puis le bras, puis le corps entier dans une mécanique inexorable qui leur enlève toute réelle possibilité de choix véritable. Et ils semblent assumer sans trop de mal le rôle qui leur est dévolu de gérants loyaux, pressés de faire la preuve de leur efficacité, du capitalisme en crise.

Mitterrand s'est donné deux années pour réussir, et il appelle à l'effort et à l'union nationale : un effort qui signifie des sacrifices nouveaux et draconiens pour les travailleurs, les seules et véritables victimes de cette politique. Deux ans ! Nous pouvons sans risque annoncer à l'avance l'échec d'une ambition qui mésestime la profondeur de la crise internationale et sacrifie déjà l'objectif de l'emploi à celui du commerce extérieur en passant un rouleau compresseur sur le pouvoir d'achat des salariés. Quant à la dévaluation de l'autorité du gouvernement — fut-il le troisième — elle a déjà commencé et ne peut que s'accélérer.

Jospin et Marchais ont sans délai emboîté le pas à Mitterrand. Leurs partis n'ont pourtant pas été consultés, encore moins ont-ils eu droit au chapitre pour décider : c'est le prix qu'ils payent pour leur adhésion commune aux institutions actuelles, et pour l'engagement gouvernemental qu'ils ont reconduit. L'inquiétude perçait pourtant dans les déclarations des dirigeants.

Les résultats des municipales et la constitution du gouvernement Mauroy ac-

célèrent la recomposition politique et l'apparition de nouveaux clivages au sein du PS. Les municipales sont un avertissement : tous les dirigeants socialistes paraissent d'accord là-dessus. Mais quel sens lui donner ? Faut-il gouverner en s'appuyant sur la « gauche profonde », celle des ouvriers professionnels et des travailleurs du secteur public, comme le demande Poperen, qui a toujours un fusil à tirer dans les coins contre la « deuxième gauche » ? Mais la politique mise en œuvre par le gouvernement se rapproche fort des idées de cette « deuxième gauche », et elle attaque de front les acquis de la « gauche profonde ».

Un débat public apparaît, après la sortie de Chevènement du gouvernement, qui oppose le CERES à Mauroy et à Delors. Le CERES se trouve-t-il en situation de réapparaître comme aile gauche du PS, au nom d'une politique économique plus volontariste, d'une utilisation plus musclée et directive du secteur public ? Une opposition éventuelle de ce courant à la politique gouvernementale aurait pour Mitterrand l'avantage de tourner les militants socialistes mécontents vers une équipe qui lui reste imperturbablement fidèle depuis le congrès d'Epinau. Pour l'heure, et sous le choc du 6 mars, de très nombreux militants socialistes restent insatisfaits des explications de leurs dirigeants.

Le PCF, pour sa part, s'engage à fond dans la galère, bénissant au jourd'hui ce qu'il maudissait hier. Le gouvernement est dans la bonne voie ! Et Marchais, reprenant à son compte les objectifs présidentiels, déclare : « *Cela va demander des efforts ? C'est évident, et ne nous en effrayons pas. Le PCF a su, dans son histoire, faire appel à l'effort quand ce fut nécessaire.* » Pourtant, la direction du PCF, qui vient d'enregistrer un nouveau tassement électoral, ne peut justifier la collaboration gouvernementale par un quelconque bénéfice nouveau engrangé par son parti. La crise profonde qui ronge le PCF — attestée par la faible activité militante pendant la campagne électorale des municipales — ne peut que se développer, porter de nouvelles interrogations chez des milliers de militants, et toucher jusqu'à l'appareil.

Quant au PSU, petit parti qui a maintenant, lui aussi, son sous-ministre, il devra — ou ne devra pas — régler ses comptes et ses contradictions avec la camarade Huguette.

Solidaires du gouvernement, intégrés de fait à l'appareil gouvernemental, les appareils dirigeants des confédérations syndicales accueillent avec des critiques purement verbales un deuxième plan d'austérité dont elles ne contestent pas, quant au fond, l'opportunité. Leur problème est le suivant : comment faire passer cette politique sans détruire la crédibilité des organisations syndicales parmi les travailleurs ? Sans détruire leurs propres bases sociales ? Sans provoquer une opposition importante des militants ? Voilà où l'abandon par les confédérations de l'indépendance syndicale a conduit les organisations de défense de la classe ouvrière !

Et pourtant, dans ce paysage déjà délabré, les forces de la classe ouvrière sont intactes, malgré la déception et la désorientation politique qui la frappe. Les élections municipales l'ont montré : le sens de l'abstention ouvrière massive du premier tour a été donné avec éclat au second, par la mobilisation électorale pour faire barrage à la droite. Cette dernière, qui savourait déjà le plaisir de la victoire, vit son coup rater le 13 mars : il lui faudra attendre pour démontrer qu'elle est majoritaire, exiger la dissolution de l'Assemblée, déstabiliser le gouvernement et effacer le 10 mai.

C'est en cela que les élections municipales n'expriment pas un changement du rapport de forces dans le pays. Mais si la déception et la rancœur de millions de travailleurs et de jeunes à l'égard du PS et du PCF s'est manifestée à travers l'abstention le 6 mars, elle ne s'est pas traduite encore en adhésion à une autre politique, celle défendue par les révolutionnaires, et tout particulièrement par les

listes « La voix des travailleurs contre l'austérité », soutenues par la LCR et Lutte ouvrière dans quatre-vingts villes importantes. Déception et désorientation politique ne se transforment pas automatiquement en vote pour les révolutionnaires. Il faut pour cela l'expérience de luttes beaucoup plus massives, qui rendent concrètes et tangibles la présence active des militants révolutionnaires et de leurs propositions. Il faut une implantation des organisations révolutionnaires, une présence sur le terrain quotidien, à l'entreprise comme sur la localité, beaucoup plus étendue et convainquante. Il faut un renforcement et un développement de nos organisations pour percer réellement sur le terrain électoral, alors que les médias ont consigné de nous ignorer et que la loi nie l'existence des courants politiques au-dessous de la barre des 5 %. C'est pourquoi cette campagne, qui a mobilisé toutes les forces de la LCR pendant deux mois, a permis, malgré tous les obstacles, de nous faire connaître de millions de gens et de trouver une écoute que nous retrouverons plus tard, en des circonstances sans doute moins électorales. Pour autant les résultats de nos listes sont loin d'être dérisoires. Ils sont même significatifs d'un courant, très minoritaire mais réel, dans les bureaux de vote ouvriers. Les listes soutenue par la LCR et Lutte ouvrière ont obtenu plus de 3 % dans trente trois villes ; plus de 4 % dans quatorze villes ; plus de 5 % dans sept villes. Si l'on additionne aux nôtres les scores du PCI, qui ont la même signification politique, ont arrive à 5 % et plus dans de très nombreuses villes. Ce résultat est en lui-même déjà considérable. Il faut prendre en compte sa signification et les responsabilités qu'il nous confère, malgré sa modestie relative.

Les élections ne sont pas le terrain privilégié de la classe ouvrière, et il n'est pas étonnant, il est même réconfortant, qu'il ne soit pas celui des révolutionnaires. Et ceci pour différentes raisons. Rappelons seulement qu'une partie importante de la classe ouvrière ne vote pas... parce qu'elle n'en a pas le droit ! Que dans les élections bourgeoises, le poids des travailleurs dans la société en est noyé : que la voix d'une bonne-sœur, d'un rentier ou d'un militaire compte autant que celle d'un travailleur ; que c'est avant tout dans l'action collective que la classe ouvrière fait sentir sa force, et surtout éprouve la sienne propre. Ces vérités fondamentales sont à rappeler, quand depuis deux ans ce ne sont plus les mêmes qui manifestent, qui occupent la rue. Et ceci dans des circonstances où nombreux sont les travailleurs qui, face à la droite et en défense de leurs acquis, ressentent la nécessité de faire apparaître sur les boulevards le poids de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, comme le 1^{er} Mai devrait en fournir l'occasion.

Comment agir, en ces lendemains d'élections après l'annonce de décisions drastiques contre les travailleurs ? Nous sommes convaincus que le rôle des révolutionnaires n'est pas mineur, que nos responsabilités sont, malgré la faiblesse réelle des organisations révolutionnaires et leurs divisions, considérables. Pas seulement historiquement, mais immédiatement, si nous savons agir correctement et ne pas faire de bêtises.

Unité et mobilisation, telle est notre devise, qu'il faut savoir traduire dans chaque situation concrète. Unité et mobilisation contre le nouveau plan d'austérité et pour les revendications les plus ressenties par les travailleurs, celles sur lesquelles ils sont prêts à s'engager dans la lutte. Unité d'abord dans la solidarité et la défense de la classe ouvrière immigrée, principale victime de la campagne des élections municipales ; d'une classe ouvrière immigrée trompée et trahie par les dirigeants du PS et du PC qui, croyant enlever à la droite un thème électoral rentable, ont cru le lui enlever en prenant eux-mêmes l'initiative des discours contre l'immigration... banalisant de ce fait la propagande raciste et contribuant à cautionner et libérer les réactions de peur dans la classe ouvrière autochtone.

Comment travailler pratiquement, aujourd'hui, à l'unité de tous les travailleurs pour la défense de leurs droits et de leurs revendications ? Nous disposons de deux moyens.

Ce que nous avons commencé à réaliser aux municipales avec « La voix des travailleurs contre l'austérité » doit être poursuivi et amplifié sur le terrain de l'agitation et des luttes : il faut réaliser l'unité d'action de tous ceux, organisés dans les groupes révolutionnaires ou pas, qui veulent agir dans le même sens, qui ont tiré certaines leçons pratiques de la politique gouvernementale, qui comprennent que face à l'austérité, à la droite et au patronat, il faut la mobilisation et l'action des travailleurs. Nulle nécessité d'accords préalables sur des programmes fondamentaux — à rechercher par ailleurs — pour constituer dans les faits l'unité d'action permanente de ceux qui veulent agir. Mais la disposition des organisations révolutionnaires à cette unité d'action jouera un rôle décisif pour parvenir à cet objectif, et celles qui la refuseraient porteraient une lourde responsabilité.

Il faut, dans le même mouvement, s'adresser à l'ensemble des travailleurs, à ceux qui se détournent dégoûtés des partis ouvriers traditionnels mais aussi à ceux qui, même mécontents, même échaudés et méfiants, même révoltés par la politique de Mitterrand et Marchais, gardent leur attachement au PS et au PC en tant qu'organisations et n'en reconnaissent pratiquement aucune autre susceptible de les défendre et de les représenter quotidiennement. Le fait fondamental réside en ceci que les directions des partis réformistes et la base de ces partis se reconnaissent dans la même organisation, mais qu'en fait ils veulent des choses différentes ! Quelle manifestation plus frappante de ce phénomène que la grève de Carmaux : les mineurs et la population de cette ville voulaient cent embauches et plus. Le gouvernement, les directions du PS et du PCF, voulaient, au contraire, ne pas remplacer les mineurs partant à la retraite et s'acheminer, en conformité avec la logique capitaliste de rentabilité et de concurrence, vers la fermeture des puits. Les mineurs et la population ont fait bloc, dans une mobilisation intense. Ils ont menacé de boycotter les élections municipales et les maires s'engageaient à ne pas en assurer la tenue. Le gouvernement a cédé, et les mineurs, la population de Carmaux et des alentours, ont voté comme un seul homme le 6 mars, de la même façon qu'ils avaient lutté, et écrasé la droite dès le premier tour.

Si les révolutionnaires veulent gagner l'écoute de la grande masse des travailleurs, de ceux qui demeurent attachés à leurs organisations traditionnelles, s'ils veulent les gagner à l'action, ils doivent méditer cette leçon de Carmaux, et en tirer toutes les conclusions dans leur politique : pour démontrer dans la pratique à la base des partis réformistes, que leurs directions ne veulent pas la même chose qu'elle, il faut continuer de s'adresser au PS et au PCF pour, à partir des revendications, des exigences, des luttes, exiger d'eux qu'ils rompent la collaboration avec la bourgeoisie. Et ceci sans que les révolutionnaires renoncent une seconde à exprimer ce qu'ils pensent de ces partis, à dénoncer leur politique.

C'est au nom d'une autre politique, nécessaire au mouvement ouvrier, que nous avons mené campagne aux élections municipales, avec Lutte ouvrière. Il nous faut affûter et apprendre à mieux manier cette arme, un programme de mesures anticapitalistes pour la France d'aujourd'hui, dans un monde en proie à la crise. C'est ce que nous appelons les solutions ouvrières à la crise. Il ne s'agit pas d'un supplément d'âme pour les meetings de discours qui réchauffent le cœur des militants par l'évocation d'une société future, mais des réponses aux questions qui nous sont posées tous les jours, par les militants socialistes ou communistes qui doutent de la politique de leurs partis, par les militants syndicaux.

« Que faire à la place de la politique du gouvernement ? », « Y a-t-il d'autres choix et lesquels ? », « Que proposez-vous concrètement ? » Ces questions sont posées par les développements de la situation objective, quand est mise à l'épreuve et en déroute, brutalement, une stratégie à laquelle ont été formés des dizaines de milliers de militants ouvriers : la stratégie du programme commun de l'Union de la gauche, qui supposait la possibilité d'une croissance nourrie par

l'augmentation de la consommation populaire, croissance génératrice d'excédents toujours plus abondants à redistribuer, avec en perspective une transformation graduelle et sans heurts majeurs vers le socialisme.

Aujourd'hui, les dirigeants socialistes osent affirmer qu'il faut en passer par des années de sacrifices auto-consentis pour recréer les conditions économiques de réformes sociales auxquelles ils n'ont, bien sûr (ce serait trahir), pas renoncé ! C'est ainsi tout un cadre de pensée et de référence, adopté par le gros des forces du mouvement ouvrier organisé, qui s'effondre.

Mais un cadre stratégique alternatif, celui dont les révolutionnaires sont porteurs, ne s'imposera pas à la place du précédent sans une longue et difficile bataille politique, et sans des expériences de lutte qui en démontreront la justesse et la nécessité ! D'autant que l'idéologie bourgeoise sur la crise, reprise aujourd'hui par toutes les directions ouvrières, y compris syndicales, exploite le doute profond créé chez les travailleurs par l'expérience du « socialisme réellement existant » en URSS ou en Pologne, quant à la possibilité de créer une société réellement socialiste.

Les questions que nous posent les militants ouvriers en rupture avec leurs directions sont, à juste titre, des questions de programme. Au fil des mois, *Critique communiste* tente d'approfondir nos analyses, de présenter des dossiers concrets et convaincants. Dans ce numéro, nous publions une étude sur l'insertion de la France dans la division internationale du travail, ce qu'on appelle la contrainte extérieure, et comment y faire face dans une perspective de rupture avec le capitalisme. C'est là un débat essentiel dans la période actuelle, tant sont puissantes les pressions sur la classe ouvrière et ses militants visant à les désarmer, à leur faire accepter une prétendue fatalité. Et bien, les révolutionnaires doivent relever le gant.

Hypothèses pour une analyse des résultats

Compte tenu de la polarisation de toute élection générale en France, surtout dans le contexte actuel, les résultats des élections municipales traduisent les grandes tendances et évolutions politiques profondes. Mais, dans la mesure où il s'agit de municipalités, des données spécifiques interviennent qui rendent plus difficile l'interprétation précise de ces résultats.

Les élections municipales sont traditionnellement marquées par le suprême de la droite. Dans la mesure où les enjeux sont souvent perçus comme étant de l'ordre de la « gestion municipale », les comportements politiques peuvent être quelque peu différents de ce qu'ils sont lors d'élections plus directement « politiques » : législatives ou présidentielles.

Tandis qu'une multitude de maires se présentent sous la bannière de la « défense des intérêts locaux », bon nombre de maires socialistes recourent par tradition au vote d'un électeur contrôlé. Situation qui peut être modifiée dès lors que ces maires s'alignent avec le PC et s'inscrivent dans un gouvernement comme solitaires du gouvernement d'union de la gauche. Enfin, l'alliance de maires communistes est rare dans les municipalités.



Les municipales ville par ville :

Prendre la mesure de l'avertissement

FRANCIS SITEL

ETRANGES élections que ces municipales qui, par leur mouvement à double détente, ont déconcerté les commentateurs et soumis à rude épreuve les belligérants. Après un premier tour qui assommait la gauche et permettait à la droite de nourrir tous les espoirs, est venu le second tour qui cloua le bec des seconds en permettant aux premiers de sauver la mise.

Hypothèses pour une analyse des résultats

Compte tenu de la politisation de toute élection générale en France, surtout dans le contexte actuel, les résultats des municipales traduisent les grandes tendances et évolutions politiques profondes. Mais, dans la mesure où il s'agit de municipales, des données spécifiques interviennent qui rendent plus difficiles l'interprétation précise de ces résultats.

Les élections municipales sont traditionnellement marquées par la suprématie de la droite. Dans la mesure où les enjeux sont souvent perçus comme étant de l'ordre de la « gestion municipale », les comportements politiques peuvent être quelque peu différents de ce qu'ils sont lors d'élections plus directement « politiques » : législatives ou présidentielles.

Tandis qu'une multitude de maires se présentent sous la bannière de la « défense des intérêts locaux », bon nombre de maires socialistes recueillent par tradition les voix d'un électorat centriste. Situation qui peut être modifiée dès lors que ces maires s'allient avec le PC et, à présent, apparaissent comme solidaires du gouvernement d'union de la gauche. Enfin, l'image de marque des maires communistes n'est pas, dans leurs municipi-

palités, nécessairement assimilé à la politique nationale du PCF.

De là découle un certain nombre de conséquences.

a) Les chiffres globaux ne sont pas pertinents pour comprendre les évolutions politiques à l'œuvre. Ainsi, est fallacieuse l'argumentation du *Figaro* qui s'appuie sur le fait que la droite totaliserait 61 % des sièges de conseillers municipaux contre 38,5 % pour la gauche pour démontrer que la droite est totalement victorieuse. Dans la mesure où il s'agit d'une évaluation toutes communes confondues. Or, même en 1977, lorsque la gauche l'emportait de façon incontestable, la droite totalisait 262 765 sièges (60,25 %) sur 436 064. En 1983, sur 501 278, elle en compte 307 270 (60,29 %).

b) la nécessité de prendre en compte la diversité des situations locales, qui recèlent de multiples paramètres susceptibles de modifier la traduction des phénomènes politiques généraux, rend extrêmement hasardeuse toute extrapolation à partir des résultats de telle ou telle ville.

c) Enfin la personnalité et l'image de marque des élus locaux, leur politique municipale, sont des facteurs qui peuvent être déterminants et faire écran entre les positions politiques des électeurs et leur vote aux municipales. Phénomène qui joue massivement pour la droite, mais qui peut expliquer aussi certains succès de la gauche comme on l'a vu dans un certain nombre de villes moyennes.

C'est compte tenu de ces données particulières qu'en règle générale les analyses portent exclusivement sur les villes de plus de 30 000 habitants. Encore faut-il être conscient de la part d'arbitraire que signifie une telle ligne de partage. Ainsi, d'une élection

à l'autre, un certain nombre de villes passent au-dessus ou en dessous de cette barre et modifient les données d'ensemble. Par ailleurs, les facteurs précédemment cités vont jouer également pour ces villes, et ce de façon différenciée selon leur taille, leurs traditions politiques, les enjeux locaux...

Tout cela signifie qu'il serait illusoire de penser que les évolutions politiques à l'œuvre vont trouver une traduction mécanique dans les résultats des municipales. D'autant qu'il est délicat de fixer de façon absolue l'élection qui va servir de référence pour établir les comparaisons.

Dans le cas précis, cette référence, en fait, est double. D'un part, la comparaison avec 1977 s'impose pour apprécier les pertes et les gains respectifs de la gauche et de la droite. D'autre part, il est légitime de s'appuyer sur la comparaison avec le 10 mai 1981 pour apprécier l'évolution de l'électorat national. Bien que ces deux élections soient de natures différentes, elles constituent les bornes de la situation à étudier.

Les études comparatives, telles celle de Jérôme Jaffré dans *le Monde* du 17 mars, la plus approfondie à ce jour, sont indispensables pour apprécier les évolutions du corps électoral. A condition de comprendre qu'elles permettent de raisonner dans le relatif, de dégager des tendances et non pas d'établir des données absolues et parfaitement rigoureuses.

Car les spécificités de ce type d'élections et les difficultés à en interpréter les résultats font que victoires et défaites ne se déterminent pas à partir des seules statistiques. Il convient, en effet, d'apprécier des résultats multiples et d'ordre différent. Du coup, l'impact politique de tel gain ou de telle perte peut être sans commune mesure avec une estimation générale forcément discutable et difficile à appréhender. Ainsi, il a été politiquement décisif pour la gauche d'avoir perdu moitié moins de villes de plus de 30 000 habitants que la droite en 1977. Et le fait d'avoir sauvé Marseille au second tour est un symbole aussi fort pour elle que le fait, pour la droite, d'avoir pris Grenoble au premier tour ou d'avoir emporté les vingt arrondissements de Paris.

Des évolutions significatives

Le recul de la gauche se traduit de façon inégale selon les villes. C'est celui-ci qu'il faut tenter de cerner, en s'appuyant sur les données apportées

par Jérôme Jaffré dans *Le Monde*. Les comparaisons sont établies par référence aux scores de Mitterrand le 10 mai 1981.

Première constatation : **ce recul est diversifié selon les régions :**

- Est : -12,8
- Région parisienne : -11,6
- Sud-Ouest : -9,6
- Sud-Est : -9,3
- Nord : -5,7
- Centre : -5,3
- Ouest : -3,1

Mais c'est surtout en fonction de la « coloration politique des villes » que le recul de la gauche se diversifie.

a) **La gauche recule fortement dans les villes tenues par l'opposition.** Elle passe de 48 % à 33 % (-15).

b) **Elle recule fortement dans les très grandes villes, et moins dans les villes moyennes.** Il apparaît, en effet, que ces pertes s'ordonnent en fonction de l'importance des villes : -5,4 dans les villes de 30 à 50 000 habitants ; -6,9 dans les villes de 50 à 100 000 habitants ; jusqu'à -11,7 dans les villes de plus de 100 000 habitants.

Du coup, sur dix-neuf villes de plus de 100 000 habitants que la gauche détenait depuis 1977, elle en perd sept (Saint-Etienne, Nîmes, Reims, Grenoble, Nantes, Brest, Roubaix).

Ces deux facteurs peuvent être mis en relation : dans les villes détenues par l'opposition, quelle que soit leur taille, le recul de la gauche est assez identique (entre 13 et 16 %). Par contre, dans les villes détenues par la gauche, le recul de cette dernière apparaît effectivement proportionnel à la taille des villes concernées : -2,2 pour les villes de 30 à 50 000 habitants, 4,3 pour celles de 50 à 100 000 habitants, -6,1 pour celles de plus de 100 000 habitants.

c) **C'est dans les villes moyennes que la gauche résiste le mieux,** préservant une partie de ses positions et en perdant d'autres après des élections sur « le fil du rasoir ».

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces différenciations. Tout d'abord, l'évolution sociale des grandes villes et de bon nombre de villes de la région parisienne qui, par un « embourgeoisement » marqué, entraîne un glissement à droite du corps électoral.

Ensuite, les reclassements politiques qui s'opèrent en fonction de la bi-polarisation de plus en plus accentuée de la vie politique : d'un côté, l'alliance du PS et du PCF dans le cadre de la participation gouvernementale, de l'autre la mobilisation vigoureuse de la droite contre la « coalition

socio-communiste ». Cette situation a sans doute amené bon nombre d'électeurs des couches moyennes qui, lors de municipales surtout, se prononçaient pour le PS, à modifier leur vote. Élément qui incontestablement a joué dans le Nord et à Marseille, et qui peut expliquer des baisses par rapport aux scores non pas de 1981 mais de 1977.

Enfin, un autre facteur doit être pris en compte : c'est dans les très grandes villes et dans la région parisienne que le vote des électeurs se fait le plus directement à partir de considérations liées à la politique nationale. Par contre, dans les villes moyennes, les éléments locaux, moins directement déterminés par la politique des « états-majors » et moins influencés par la mobilisation des forces nationales, pèsent plus fortement.

Ce qui peut amener à considérer que, pour analyser les évolutions électorales de ces municipales, il convient d'apprécier comment se sont combinés deux facteurs différents. Le premier, d'ordre national, est constitué par le recul général de la gauche, qui sanctionne la politique menée par le gouvernement depuis deux ans. Recul qui se traduit non seulement par une régression importante par rapport aux scores de Mitterrand en 1981 mais aussi par un tassement par rapport aux municipales de 1977. Le second facteur, plus de dimension locale, traduit une tendance des électeurs à maintenir leur confiance à ceux qu'ils avaient élus en 1977. Ce que les commentateurs caractérisent habituellement comme « la prime au sortant ». Bien que difficile à analyser, ce comportement qui ne peut être compris simplement comme un réflexe établi une fois pour toutes, n'est sans doute pas totalement étranger à la situation générale. Le fait que nombre d'électeurs semblent « désabusés » par rapport à la politique nationale peut les avoir amenés à être « indulgents » par rapport à des élus qui leur apparaissent plus proches des problèmes quotidiens et locaux.

En fonction de cette hypothèse, on peut comprendre que dans les villes tenues par la droite, ces deux facteurs se conjuguent et provoquent des reculs très importants par rapport à 1981.

Par contre, dans les villes tenues par la gauche, ces deux mêmes facteurs se contrarient et créent des situations très diverses.

Dans le cas des très grandes villes, c'est le premier facteur qui prédomine provoquant un net recul de la gauche. Alors que dans les villes de moindre importance, ils tendent à

s'équilibrer, ce qui provoque de multiples cas de figures. Et les raisons du basculement dans un sens ou dans l'autre doivent alors être étudiées cas par cas.

Ainsi, dans les villes où Mitterrand avait été minoritaire en 1981, certaines rentrent logiquement dans le giron de la droite (Grasse, Epinal, Tourcoing...). Mais d'autres, contre toute attente, réalisent la gauche sortante (Thionville, Cherbourg, Schiltigheim, Chartres, Angers...).

Quant aux villes dans lesquelles Mitterrand avait été majoritaire et qui tombent à droite, il suffit dans certains cas d'un léger glissement par rapport à 1981 (cas de Brest, Nantes, Roubaix, Reims, Levallois-Perret...). Dans d'autres, au contraire, la chute a été provoquée par un recul plus substantiel (Grenoble, Avignon, Savigny-sur-Orge, Rosny, Franconville, Poissy...).

Une analyse plus précise supposerait une étude dans le détail de chacun de ces cas pour mettre à jour les phénomènes complexes qui incontestablement ont joué : abstention d'électeurs de gauche puis, partiellement, mobilisation de ces électeurs, glissement de certains électeurs de la gauche vers la droite, report des voix au second tour, etc. Mais ce qui ressort de ces premières données, c'est les multiples sujets d'inquiétude que les directions du PS et du PCF devraient y trouver.

Certes, la mobilisation, lors du second tour, d'une partie des abstentionnistes du premier a constitué un phénomène décisif qui a permis à la gauche de sauver beaucoup de villes et de modifier le climat général à l'issue des élections. Mais il convient de ne pas oublier que cette mobilisation ne s'est opérée que partiellement et de justesse. Parce que ces électeurs ne retrouvaient pas « confiance », mais parce qu'ils ont eu le ressort de ne pas laisser le champ libre à la droite. Rien ne dit que la poursuite de la même politique ne parvienne pas à émousser encore davantage ce ressort.

Par ailleurs, les éléments que fait apparaître l'étude du premier tour indiquent que selon toute vraisemblance, la politique du gouvernement a été encore plus désavouée par l'électorat ouvrier qu'il n'y paraît à première vue. Lionel Jospin s'est félicité de la bonne tenue de la gauche dans les villes moyennes. Il n'est pas sûr qu'il y ait vraiment objet à satisfaction. Car si cela témoigne de l'enracinement des élus locaux et de leur bonne image de marque, c'est aussi l'expression que ce n'est pas sur la

base de la politique nationale de gauche que les candidats de la gauche obtenaient le plus facilement les voix des électeurs. Là encore, rien ne dit que cette ligne de résistance des élus locaux pourra protéger très longtemps le PS et le PCF de désaveux encore plus massivement exprimés.

Tous les dirigeants de gauche ont reconnu que ces élections signifiaient un « avertissement ». Il n'est pas sûr qu'ils en aient pris l'exacte mesure.

Deux grandes leçons

Deux grandes leçons peuvent être dégagées des deux tours.

1. La gauche a essuyé un échec important au premier tour. Ce qui signifie que le 6 mars 1983 sanctionne un fait politique majeur. Après deux années de politique gouvernementale, l'élan du 10 mai s'est épuisé sous la première forme qui fut la sienne : une majorité de 53 % du corps électoral se portant sur les représentants de la gauche.

Cela se traduit par un recul global des partis ouvriers qui provoque la perte de 15 villes de plus de 30 000 habitants au premier tour et de 15 autres au second.

Certes, c'est moitié moins que ce que la droite avait perdu en 1977. Mais il apparaît que dans les villes tenues par l'opposition, les résultats de mai 1981 ne se transcrivent pas dans ces municipales. Au contraire, c'est la droite qui triomphe en force.

En même temps, dans les villes antérieurement tenues par la gauche, où les reculs sont en moyenne moindres, il semble que les lignes de résistance sont plus fonctionnelles des spécificités des affrontements locaux — polarisation droite-gauche plus personnalisée, image de marque des élus sortants... — que de la politique de la gauche au plan national.

2. Si l'électorat de la gauche est apparu réticent à voter au premier tour pour le PS et le PCF et à soutenir leur politique il s'est davantage mobilisé au second tour. Pour faire barrage à la droite. Cette mobilisation électorale a inversé la tendance qui s'était affirmée au premier tour. Elle a transformé la victoire de la droite, qui apparaissait acquise, en demi-défaite ; et elle a empêché que l'échec de la gauche ne devienne débâcle.

Contrairement à l'appréciation de Mitterrand dans son intervention télévisée, selon laquelle « l'inquiétude » aurait laissé la place, au second tour, à la « confiance », une telle mobilisa-

tion ne peut être comprise comme un soutien actif au gouvernement. Mais comme l'expression de la volonté de ne pas laisser le champ libre à la droite.

L'importance des abstentions dans les quartiers ouvriers au premier tour, l'absence de dynamique unitaire dont témoignent les mauvais reports entre PS et PCF, la façon dont ont été sévèrement sanctionnées toutes les opérations de rafistolage magouilleur de dernière heure... Ce sont là autant de signes que l'électorat ouvrier ne s'est pas mobilisé spontanément sous la forme d'un élan vers le PS et le PCF. Mais, au contraire, il l'a fait avec retard et hésitation, et uniquement avec la préoccupation d'empêcher la droite de trop tirer profit de la situation ainsi créée.

Ces deux leçons se combinent pour donner une image de la situation très particulière que nous traversons. Celle d'un électorat ouvrier qui connaît le doute par rapport au PS et au PCF, qui est travaillé par la déception que provoque dans ses rangs la politique du gouvernement. Mais au sein duquel reste forte la volonté de ne pas voir la droite remise en selle.

Ces deux éléments semblent encore s'équilibrer dans leur opposition. Et ils sont suffisamment forts pour avoir trouvé une expression électorale massive que personne peut nier. En provoquant, compte tenu de leurs aspects contradictoires, un retournement de situation entre les deux tours qui n'a guère de précédent.

Les électeurs de gauche déçus, qui constituaient la clef de ces élections, se sont contentés de donner un « avertissement » dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il représente la signification profonde de ces élections. Ce qui confirme que, depuis le 10 mai 1981, nous sommes entrés dans une situation extrêmement mobile comme, en huit jours d'intervalle, la gauche puis la droite, ont pu en faire l'expérience à leurs dépens.

PCI : une campagne électorale qui éclaire une politique

ANTOINE ARTOUS

LE PCI a choisi le chemin de l'opportunisme, affirmons-nous dans notre numéro de janvier. La campagne électorale que vient de mener cette organisation confirme totalement cette appréciation. Elle éclaire aussi les raisons politiques qui ont poussé le PCI à repousser toute discussion sur la possibilité de constituer des listes unitaires des révolutionnaires aux municipales, malgré nos propositions réitérées. Cet opportunisme se laisse résumer ainsi : le PCI développe fondamentalement une ligne de pression sur la majorité PS-PC ; plus spécialement sur le Parti socialiste. Reprenons les questions une à une.

«Le respect du mandat»

Le 10 mai et le 21 juin 1981, les travailleurs ont élu une majorité ouvrière. S'appuyer sur cette victoire pour stimuler les luttes et les mobilisations, mettre en contradiction « le fait majoritaire » avec la politique d'austérité du gouvernement soutenu par la majorité PS-PC est indispensable. Comme est correct d'interpeller — et d'appeler les travailleurs à le faire — la majorité PS-PC pour qu'elle respecte « le mandat » du 10 mai.

Nous expliquions dans *Critique communiste* : « Les révolutionnaires appuient cette démarche, mais il le font en toute indépendance, sans jamais laisser entendre que la coalition de collaboration de classe au gouvernement pourrait faire une autre politique, véritablement au service des travailleurs. » Au travers de leur tactique de front unique, les révolutionnaires tiennent compte des « illusions des masses », sans jamais un instant les partager ou laisser croire qu'il les partagent.

C'est une autre voie qu'a suivie le PCI : « au cas où les candidats du PS et du PCF d'engageraient au respect du mandat... Le PCI conduira la campagne la plus ardente pour le vote dès le 1^{er} tour pour les candidats du PS et du PCF. »

Dans les cas contraire, le PCI décidait de présenter des listes « ouvrières d'unité »... pour « le respect du mandat ».

Afin de constituer ces listes, le PCI fut

amené à préciser ce que signifie ce respect : « *défense de l'école laïque, (...) contre le chômage, une loi interdisant tous les licenciements, pour les revendications, pour la défense des acquis, contre le blocage des salaires.* » Si les candidats du PS et du PC s'engagent sur ces questions, le PCI annonçait que les « listes ouvrières d'unité » se retireraient en leur faveur dès le premier tour. Ce qui, d'après *Informations ouvrières*, s'est fait dans une quinzaine de communes.

La liste de Mantes-la-Jolie s'est retirée une des premières. Le cas sexplaire : alors que des mairies de gauche ont refusé d'appliquer la loi Guerneur, celle de Mantes subventionne en janvier les écoles privées de la ville. En même temps le maire PS, Picard, faisait des déclarations « gauches » : il se prononçait avec la section PS pour l'abrogation de la loi Guerneur et participait aux assises locales « de défense de la laïcité ». Cela a suffi : le PCI « oubliait » que le conseil municipal finance les écoles privées, que le maire n'a rien dit sur la politique d'austérité, les licenciements.

A Mozac, dans le Puy-de-Dôme, le député PS de Riom se déclare pour « la défense de l'école laïque... Pense qu'une loi interdisant les licenciements serait nécessaire » et ajoute « à l'évidence, comme candidat membre du PS, je ne peux qu'être favorable à la défense des acquis et des revendications des travailleurs de ce pays. » Une évidence qui lui a échappé pendant les 18 mois de son mandat parlementaire ! IS LE PCI retire sa liste.

Toutes les déclarations des candidats PS ou PC que publie *Informations ouvrières* pour justifier les divers retraits sont du même style : simples déclarations orales, courts, textes signés qui parfois ne parlent que de l'école laïque, parfois se prononcent contre les licenciements, la hausse des loyers et des charges. Mais dans les plate-formes des candidats PS-PC, dans leurs professions de foi, rien de change fondamentalement : le soutien à l'actuelle politique du gouvernement y est proclamé, les engagements pris devant les délégations du PCI disparaissent, ou sont réduits à la portion congrue...

Bref, le PCI retire ses listes pour des candidats qui soutiennent explicitement la

Absent du combat au deuxième tour...

La déclaration du comité central du PCI, largement diffusée après le premier tour des municipales, n'appelait pas à voter contre la droite, pour les listes du PS et du PC, le 13 mars.

Poursuivant sa campagne pour le « respect du mandat », le PCI subordonnait sa consigne de vote pour les listes PS-PC au second tour à des conditions politiques, ce qui est contraire à toute la tradition trotskyste. Lorsque, face aux candidats bourgeois, les révolutionnaires appellent à voter pour les partis ouvriers, ils ne mettent aucune condition de programme.

Ils ne font pas dépendre leur attitude de telle ou telle déclaration politique des représentants de ces partis. Le vote pour les partis ouvriers est un vote de classe, mais les révolutionnaires n'ont à colporter aucune illusion sur le programme du PS et du PC.

Le PCI s'est révélé à la fois sectaire, en s'abstenant de donner une consigne générale de vote contre la droite ; et opportuniste, en laissant entendre que les réformistes peuvent avoir un « bon programme » qui justifierait le vote en leur faveur.

politique du gouvernement mais, par ailleurs, font quelques remarques critiques avec d'autant plus de facilité qu'ils ont besoin de ratisser large au niveau électoral.

« Chasser Delors »

Cette tactique électorale est éclairée par les batailles politiques nationales du PCI. « Il faut changer de cap » explique régulièrement Informations ouvrières et, pour y parvenir, chasser Delors qui a un seul but : « remplir sa mission que lui ont confiée ses maîtres du CNPF, de l'UDF et du RPR : multiplier les coups contre le peuple afin kvçrigeqr au pouvoir des ennemis du peuple, pourtant chassés en mai et juin 1981. » Delors serait donc le représentant des patrons qui — comme les radicaux dans le Front populaire de 1936 — dicte au gouvernement une politique anti-ouvrière. La chose est fautive sur la forme et sur le fond.

Delors n'est pas le seul politique d'origine bourgeoise à avoir rejoint le PS. Il suffit de rappeler le passé de Mitterrand et de certains de ses lieutenants. A vouloir tracer un fil rouge entre certains dirigeants de l'ancienne SFIO, garants du « caractère ouvrier » du PS, et pourants venus ou apparus plus tard et qualifiés des représentants directs de la bourgeoisie ou de la hiérarchie catholique, le PCI valorise systématiquement ces premiers pour dénoncer pèle-mêle Delors, les rocardiens, le CERES... Pourtant, en matière de la collaboration de classe, les courants traditionnels de la SFIO, « Franc-maçons et ques », ont tout aussi fait leurs preuves que les courants plus « modernistes ». Les révolutionnaires n'ont rien à gagner à jouer les uns contre les autres. D'autant que, face à Delors, qui défend depuis le départ une politique cohérente, aucun dirigeant du PS n'a vraiment défendu une politique alternative impliquant, même dans un cadre réformiste, un réel « tournant à gauche ». Et surtout pas Mauroy ou Mitterrand qui sont parfois contraints, plus que le ministre des finances, d'user de la manœuvre et du mensonge par rapport aux travailleurs.

Quand, en janvier, Mauroy repoussa à plus tard la baisse du taux d'intérêt des livrets d'épargne roses, Informations ouvrières titra : « mauroy désavoue Delors. Alors que fait Delors au gouvernement ? » Cela permet d'éviter une critique frontale de Mauroy et Mitterrand. Quand Quilès, après les déclarations de Rocard, condamne une politique « qui consisterait à agir d'une façon telle que l'on crée les conditions du retour de la droite », le bureau politique du PCI déclare que « la question est bien posée », sans même rappeler que Quilès et la majorité mitterrandiste soutiennent, eux aussi, une politique d'austérité.

« La démocratie exige que la majorité de députés du PS-PCF exerce son pouvoir souverain dans le sens des intérêts populaires. Pour cela il faut d'abord chasser Delors », peut-on lire dans Informations ouvrières du 14 janvier. Le PCI a-t-il oublié

que lorsqu'il a fallu faire passer le blocage des salaires en juin 1982, c'est Mitterrand et Mauroy ont ris l'initiative d'user des procédures de la V^e République pour décider sans débat parlementaire ?

« Respecter la démocratie »

La chose a d'ailleurs bien arrangé les députés socialistes et communistes qui ont voté la confiance sans avoir à se prononcer directement sur la politique d'austérité. Cette exigence de « démocratie » parlementaire est le second aspect de la politique opportuniste du PCI qui, toujours dans la ligne « du respect du mandat », valorise systématiquement la fonction de la majorité PS-PC à l'Assemblée.

Ainsi, au lendemain du second tour des municipales l'éditorial d'Informations ouvrières affirme : « le fond de la question réside en ce que constitutionnellement, au delà de tous les subterfuges, les groupes parlementaires du PS et du PCF sont bien majoritaires depuis 1981, mais le pouvoir de faire des lois conformes aux aspirations et aux revendications de leurs mandants leur est refusé, en vertu des institutions gaullistes réactionnaires et anti-démocratiques. » D'un côté il y aurait la majorité parlementaire PS-PCF, prête à proposer des lois, et de l'autre les institutions de la V^e République, incarnation des pressions de la bourgeoisie. N'en déplaise au PCI, jusqu'à présent, les députés du PS et du PCF n'ont jamais opposé des projets de loi à la politique anti-ouvrière du gouvernement. D'autant qu'en face, c'est le président Mitterrand qui incarne ces institutions !

Mitterrand va utiliser la fonction bonapartiste que lui confèrent les institutions gaullistes pour tenter de se dégager de la majorité PS-PCF et ouvrir à droite la majorité présidentielle : son comportement après le second tour des municipales en est la preuve éclatante. Il faut dénoncer cette politique et non simplement, comme Informations ouvrières, la simple logique des institutions gaullistes, sans désigner qui s'en sert.

Il faut, certes, être attentif aux conflits éventuels qui pourraient surgir entre les députés du PS et du PCF et le gouvernement qui dépend du Président. Mais rien — sinon l'opportunisme — ne justifie que, dans la situation actuelle, les révolutionnaires valorisent la majorité parlementaire PS-PCF pour en faire, au nom de la « démocratie », la garante des espoirs de mai et juin 1981.

L'accent doit être mis au contraire sur la nécessaire mobilisation des travailleurs contre la politique d'austérité et pour les revendications, mobilisation qui prend appui sur l'existence d'une majorité des partis ouvriers à l'Assemblée et qui mettra en crise, pratiquement, sa politique de collaboration de classe.

documents

Propagande de la liste « Nantes d'abord ». Extraits.

Un autre choix... une autre liste...

Au cours de ces dernières semaines s'est constitué un groupe de réflexion et d'action de plusieurs dizaines de Nantais et Nantaises réunis autour de trois idées-forces.

- La volonté de remplacer l'équipe socialo-communiste en place à la mairie de Nantes et dont la gestion est de plus en plus contestée.

- Le souhait de proposer à la population un choix plus large que celui imposé par la division politique de la France en deux camps adverses qui entraîne un accroissement des abstentionnistes.

- La prise en compte du nouveau mode de scrutin qui fait une petite part à la proportionnelle et donne par conséquent aux électeurs la possibilité d'exprimer enfin un autre choix et de voter pour une autre liste.

Qui sommes-nous ?

Des femmes et des hommes qui sont convaincus que la gestion des affaires communales ne relèvent pas entièrement de choix politiques partisans, et se refusent à subir les directives et les mots d'ordre des Etats-Majors politiques parisiens. Les Nantais sont majeurs et doivent le démontrer par leur vote en mars prochain.

Que voulons-nous ?

Inquiets de l'augmentation constante du chômage à Nantes et dans la région, nous voulons travailler ensemble au redressement économique des activités nantaises dont l'avenir est devenu incertain (comme la Navale...) malgré les promesses faites en haut lieu.

Nous voulons participer activement à la reprise du commerce et de l'artisanat, à l'extension des industries de pointe et du secteur tertiaire et, surtout, à la défense des intérêts des travailleurs menacés par la remise en cause arbitraire d'accords de salaires librement négociés dans l'indépendance syndicale.

A Nantes, le PCI aux côtés de patrons et de politiciens anticommunistes

Le PCI est familier des grandes déclarations de principe quand il excommunique le prétendu « révisionnisme » de la IV^e Internationale et de sa section française, la LCR. Mais au delà des manœuvres scissionnistes et sectaires, ces « principes » ne semblent guère étouffer la direction du PCI, quand elle définit sa propre politique ! La participation du PCI à la liste « Nantes d'abord » aux côtés d'ultras de l'anticommunisme et de quelques patrons devrait alerter les militants de cette organisation sur l'utilisation des « principes » par Pierre Lambert, et la façon dont il les met dans sa poche au profit d'alliances anciennes et honteuses avec certains courants bourgeois issus de la social-démocratie. Le discrédit que l'opération électorale de la liste « Nantes d'abord » jette sur le PCI ne pourra être effacé que par les militants de cette organisation, et c'est à eux que nous nous adressons en publiant quelques documents accablants sur cette affaire.

Les militants du PCI se sont retrouvés aux côtés de notables locaux longtemps alliés à la droite, sous le sigle « Nantes d'abord ». Cette liste était dirigée par Routier-Preuvost qui fut maire adjoint sous les mandats successifs d'André Morice, personnalité bien connue de la droite locale. Ce personnage soutenait d'ailleurs la liste de droite dirigée par Michel Chauvel en mars 1983.

Routier-Preuvost et ses collègues comme C. Chauvel ont quitté le PS car ils étaient contre l'Union de la gauche et l'alliance avec le PC. Lors des municipales de 1977, Routier-Preuvost et dix de ses amis bien placés sur la liste « Nantes d'abord », étaient partie prenante de la liste de droite contre celle de gauche conduite par le socialiste A. Chenard

« Informations ouvrières », qui présente la liste « Nantes d'abord » comme une liste « ouvrière d'unité », a cru se tirer d'affaire en répondant que le passé de Chenard n'était guère plus reluisant puisqu'il avait été lui aussi conseiller municipal quand Morice était maire. Si le passé politique des dirigeants sociaux-démocrates n'est jamais limpide, ce sont leur trajectoires politiques qui importent en l'occurrence. Routier-Preuvost a rompu sur la droite avec un parti ouvrier, le PS. Il a

rompu avec le mouvement ouvrier pour devenir un politicien bourgeois dont l'anticommunisme est devenu l'obsession principale. L'éditorial de la feuille qu'il anime avec Chauvel (« Socialisme et liberté ») et que nous reproduisons dans ces pages en est une preuve évidente. Le PCI, lui, préfère présenter ces individus comme « des camarades qui n'ont pas accepté que le Parti socialiste soit noyauté par un courant qui n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier... La Sainte Trinité Rocard, Delors, Edmond Maire... »

Sur la liste « Nantes d'abord » figuraient aussi des patrons, en alliance avec des militants du PCI. Il s'agit de Baconnet Robert, directeur général de la Société de gardiennage, et de Bouthélou Michel, directeur national de la Société de distribution. Cette alliance se lit aussi dans le programme de la liste.

Dans une interview à la télévision régionale, le 15 février, Routier-Preuvost expliquait : « c'est tout à fait normal que des trotskystes soient sur la liste avec des chefs d'entreprise, parce que ça fait exactement la France elle-même. En France, quel est notre parlement ? C'est un hémicycle où toutes les nuances françaises se reflètent ; ce n'est pas interdit qu'un patron cotoie un ouvrier et vice-versa... »

Routier-Preuvost prit la parole au meeting local de la liste « Nantes d'abord » pour justifier la présence de patrons et de militants du PCI sur la même liste. Pierre Lambert, qui lui succéda à la tribune, présenta la liste « Nantes d'abord » comme le produit « des règles de la démocratie et de la tolérance ». Une « démocratie » qui n'a rien d'ouvrière et une « tolérance » qui baffoue les principes élémentaires du trotskysme.

GRAND MEETING NANTES D'ABORD

SALON PIOU
JEUDI 3 MARS 20 H 30
125, bd Jules Verne

Avec la participation d'A. Routier-Preuvost
Christian Chauvel, Pierre Lambert



Sur cette photo, Routier-Preuvost, assis au centre. Derrière lui, à droite : Patrick Hébert, militant du PCI. Illustrant un quatre page de présentation de la liste, cette photo est précédée de la présentation suivante :

« La liste "Nantes d'abord" est une liste de progrès, attachée à l'évolution sociale, à la défense des droits syndicaux et au respect des avantages acquis, à une véritable unité des travailleurs, dégagée de l'emprise du stalinisme, fidèle aux traditions républicaines, à la laïcité, à la tolérance et à toutes les libertés démocratiques. »

SOCIALISME ET LIBERTÉ

Supplément gratuit au N° 23 de « **SOCIALISME et LIBERTÉ** »
(Organe national de la Fédération des Socialistes et Démocrates F.S.D.)
Directeur de Publication Christian CHAUVEL) N° de la C^om Paritaire : 61547

Pour le progrès social Pour les libertés démocratiques

« **NANTES D'ABORD** » dénonce ouvertement le nouveau plan d'austérité que le gouvernement veut imposer après les élections municipales.

Inquiets de l'augmentation constante du chômage à Nantes, nous voulons travailler ensemble au redressement économique des activités nantaises dont l'avenir est devenu incertain (la Navale, par exemple...)

Pour la démocratie...

Cette liste s'adresse à toutes celles et à tous ceux qui, de changement et changement, se rendent compte qu'ils ont été bafoués, trahis dans leurs aspirations exprimées par le résultat des élections présidentielles et législatives de 1981, ceux qui attendent autre chose de la majorité qu'ils ont investie.

« Nantes d'abord » s'oppose à la division institutionnelle de la France en deux camps entraînant ainsi un accroissement du nombre d'abstentionnistes qui se refusent à ce clivage entre une « fausse droite » et une « fausse gauche ».

Pour l'avenir de nos enfants : l'école

Notre liste « **NANTES D'ABORD** » est celle de tous ceux qui refusent l'orientation scolaire de M. le ministre de l'Éducation nationale qui remet en cause les fondements de l'École laïque de Jules Ferry : le problème de l'école qui déchire, à nouveau, l'opinion publique (en particulier dans notre région de l'Ouest), est un problème de gouvernement, en aucun cas, un problème municipal !

C'est pourquoi, au nom de la véritable laïcité qui nous anime, nous nous insurgeons contre l'exploitation politique et religieuse de cette question dont la solution relève exclusivement de la loi ; ce n'est pas à la municipalité d'en juger, les municipalités doivent appliquer les lois. Dans ce domaine il appartient au gouvernement actuel — qui dispose de la majorité absolue au Parlement — de changer la Loi. Il n'y a pas d'autre alternative : la Loi doit être appliquée ou changée. Pour nous les mots LAÏCITE et LIBERTÉ sont deux synonymes dont nous ne laisserons pas altérer le sens à des fins partisans et électoralistes. Nous restons difèles à la tradition républicaine de tolérance, soucieuse de maintenir une réelle liberté de conscience par la séparation des Églises et de l'État, comme l'exige la Constitution. La religion est une affaire privée et doit demeurer telle...

Editorial LA MONTÉE DES PÉRILS

Cette fin du XX siècle dans laquelle nous sommes engagés, promet d'être fertile en événements considérables, les pires n'étant pas exclus. (...)

L'Union soviétique joue admirablement de la crainte d'une guerre affreuse destructrice, pour amener l'opinion publique occidentale à accepter l'idée que mieux vaut, après tout, une capitulation sans combat plutôt qu'un gigantesque holocauste. Plutôt rouges que morts...

Il y a des signes qui ne trompent pas. Il est clair que l'Occident est, d'ores et déjà, en situation de moindre résistance et que l'URSS est en train de gagner cet enjeu colossal.

Il lui suffit, sans user de la provocation, mais au contraire avec des paroles de paix à la bouche, de maintenir sa pression et de renforcer son armement, avec la prudence et la persévérance nécessaire — ce sont là ses principales qualités — pour arriver à ses fins. L'opinion, déjà largement chloroformée, ne tardera pas à succomber et les gouvernements à céder devant l'inéluctable. Elle aura ainsi gagné la guerre sans la faire, ce qui est son objectif essentiel.

Cette prodigieuse partie de poker qui se déroule sous nos yeux, semble échapper encore à l'observation d'un grand nombre de nos contemporains. La politique intérieure continue à occuper plus de place dans leur esprit que la dramatique confrontation qui dresse, à l'échelle mondiale, deux systèmes politiques, ou plutôt deux formes de civilisation, fondamentalement antagonistes, l'une contre l'autre.

Si l'on en vient à la France, ils nous faut constater que l'habile et diabolique travail de sape entrepris au sein même de l'État, grâce à la présence, dans le gouvernement même, de quatre représentants du Parti communiste, passe pratiquement inaperçu, et semble, pour beaucoup, faire partie de la règle du jeu « démocratique ». Le Parti socialiste a publiquement mené avec le PC, à propos de la présentation de listes communes aux municipales, des négociations dont il se déclare très satisfait, car elles renforcent le « front de la démocratie »... Ainsi se poursuit

l'alliance du PS avec le parti qui proclame « positive » l'abominable politique conduite en URSS depuis 65 ans, par le parti de Lénine et de Staline et qui n'a coûté aux malheureux peuples soviétiques que quelques dizaines de millions de victimes, disparues dans les assassinats individuels et collectifs et les déportations massives.

Nous en sommes au point, dans ce pays, où l'on se réjouit chez les socialistes, de compter les partisans du Goulag parmi les défenseurs de la démocratie !

Cette accession, au sommet de la république, de ses adversaires les plus directs, les plus déterminés et les plus dangereux, s'est produite — insistons sur ce fait — après que notre peuple eut fait connaître clairement, à l'occasion des élections présidentielle et législatives, qu'il rejetait l'idée de voir les communistes arriver à la tête des affaires publiques, en le privant d'une importante partie de son électorat habituel.

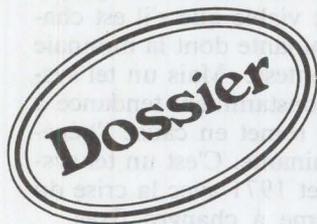
Cet avertissement et cette sanction salutaire indiquaient nettement le refus de l'immense majorité des Français de voir le PC accéder au pouvoir. C'est cependant la voie inverse qui fut choisie par Mitterrand et les dirigeants du PS. Et cette orientation est maintenue pour les prochaines municipales.

Ainsi, les choses sont-elles bien claires et bien évidentes : le PS fait connaître qu'il est toujours d'accord pour laisser au PC la faculté de truffer tous les organes de l'État, des régions, des communes, de ses agents, lesquels sont déjà des milliers, et leur nombre augmente sans cesse, et de poursuivre la destruction interne de nos institutions. Les taupes sont à pied d'œuvre et l'on connaît l'efficacité de leur action. (...)

Cette réhabilitation, volontaire et insensée, par les socialistes, d'un parti qui s'affirme solidaire — mieux, qui s'en déclare l'adepte inconditionnel — du pire régime de violence et de tyrannie jamais imposé aux peuples, constitue LA faute historique capitale.

Faute impardonnable puis qu'elle met délibérément en péril de mort la démocratie française.

S. et L.



La France dans la division internationale du travail

Contrainte extérieure et rupture avec le capitalisme

MICHEL DUPOND ET MAXIME DURAND

TROIS dévaluations et deux plans d'austérité, un programme industriel avorté (avec le départ de Chevènement): le projet socialiste vient se heurter avec obstination sur l'obstacle de la « contrainte extérieure ». Les faits semblent donner raison aux partisans du « réalisme économique ». Pour équilibrer les échanges extérieurs et tenir le Franc, il n'y aurait qu'une solution: la baisse de la consommation, donc l'acceptation de la récession et du chômage.

N'y a-t-il d'autre choix que de se résigner à subir la crise ou à « produire français » ?

Cet article voudrait apporter des éléments de réponse en expliquant quelles sont les racines de cette contrainte et en montrant que l'on ne peut s'y soustraire sans rompre avec le capitalisme.

1. Internationalisation du capital et contrainte extérieure

« Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux. »

Cette citation de Trotsky (*La Révolution permanente*) est là pour rappeler que la tendance à l'internationalisation du capital n'est pas une tendance nouvelle. Cependant, elle a pris depuis la seconde guerre mon-

diale une ampleur et des formes spécifiques. Le **tableau I** montre que, jusqu'à l'entrée en crise, le commerce international s'est développé à peu près une fois et demi plus vite que la production. Ceci implique que la part de la production soumise aux échanges internationaux a augmenté; c'est ce que confirme le **tableau II**.

Cette phase d'internationalisation a des aspects spécifiques. Le premier est que dans la constitution d'un marché mondial, le rôle moteur est joué par les pays impérialistes: ils sont à l'origine des deux tiers des échanges mondiaux et près de la moitié du commerce mondial se réalise entre ces pays. La progression des échanges concernant le tiers monde et les

Tableau II
Part du commerce international

(moyenne des importations et des exportations comparée au produit intérieur)			
	1960	1973	1980
Belgique	32,9	47,6	55,6
Pays-Bas	37,2	38,9	46,1
RFA	14,4	17,1	22,8
Royaume-Uni	15,6	18,8	21,5
Italie	10,5	16,0	21,6
France	10,9	14,3	18,7
Japon	9,0	8,6	11,2

pays de l'Est a été dans l'ensemble moins rapide.

La seconde caractéristique est que, contrairement aux phases impérialistes précédentes, l'internationalisation ne repose pas seulement sur des échanges de marchandises courantes et des mouvements de capitaux. L'élément dynamique du commerce mondial, ce sont les échanges de produits manufacturés et notamment les biens d'équipement et les biens de consommation durable.

La concentration est une tendance naturelle du capital: elle a été stimulée par les formes particulières prises par la phase d'expansion s'après-guerre: le rôle central joué par la production de masse de biens de consommation — et en premier lieu de l'automobile — impliquait évidemment la recherche de la taille maximale, afin de réduire les coûts de production unitaire. Très vite, les marchés nationaux se révélèrent trop étroits. Ainsi, dans l'automobile, il est admis qu'un groupe ne peut être réellement concurrentiel en dessous d'une masse critique d'un million de véhicules par an. Si bien que les capitalistes français, et

Taux de croissance annuel moyen

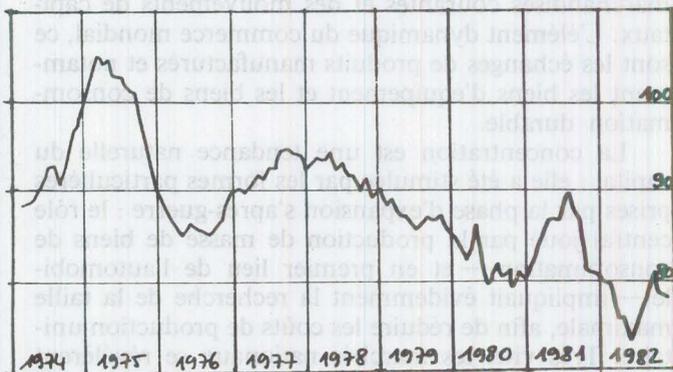
Tableau I	Production mondiale	Commerce international
1948-1963	5 %	7,5 %
1963-1973	6 %	8,5 %
1973-1978	3,5 %	4 %

même ceux de Renault, entreprise nationale, se plaignent à déclarer que leur marché intérieur, c'est l'Europe.

Le développement des échanges va donc logiquement de pair avec l'internationalisation de la production : « les sociétés multinationales organisent une division du travail en leur propre sein. Elles fabriquent les pièces de rechange sur un continent, et possèdent des chaînes d'assemblage sur un autre. Elles transfèrent d'un pays à l'autre, sinon d'un continent à l'autre, la fabrication de tel ou tel type de leurs produits » (E. Mandel et J. Ross, dans *Quatrième Internationale*, avril-mai-juin 1982).

La forte expansion du commerce entre pays impérialistes a été favorisée par l'intégration régionale et internationale marquée par l'accord du GATT, la CEE et la disparition progressive des barrières douanières. Mais cette homogénéisation du marché implique, en même temps, que ces échanges sont de moins en moins fondés sur la complémentarité des productions et de plus en plus sur la concurrence. L'ouverture des frontières, bien loin de représenter un pas vers une coopération harmonisée, suscite de nouvelles contradictions ; ainsi le capitalisme « agit avec ses méthodes, c'est-à-dire avec des méthodes anarchiques qui sapent son propre travail en opposant un pays à un autre » (Trotsky). C'est la loi du développement inégal et combiné qui reproduit à l'échelle mondiale les contradictions du capitalisme.

La crise du système monétaire en est l'expression la plus claire : elle a pour essence la contradiction entre l'internationalisation de la production et l'existence



TAUX DE COUVERTURE DES PRODUITS MANUFACTURÉS
= rapport exportations/importations (en %)

Graphique III

Source: INSEE

d'Etats-nations autonomes gérant chacun sa propre monnaie. Un tel système n'est viable que s'il est chapeauté par une économie dominante dont la monnaie sert d'étalon de référence incontesté. Mais un tel système n'est pas stable : il y a constamment tendance à un développement inégal qui remet en cause l'hégémonie de cette économie dominante. C'est un tel système qui a éclaté entre 1968 et 1971 avec la crise du Dollar et l'abandon du système à changes fixes.

Le système est dès lors fondamentalement instable, d'autant plus que la formation de marchés des devises sur lesquels interviennent des masses énormes de capitaux flottants a conduit à une privatisation accrue des relations entre monnaies.

Il n'y a donc pas de dispositif qui permette de maîtriser et de rendre compatibles les comportements des entreprises avec les exigences de la monnaie nationale : pour que cette dernière ne perde pas durablement de sa valeur, il faut que le pays en question ne connaisse pas de déficit durable dans ses échanges. Mais qui réalise les échanges ? Ce sont les grands groupes capitalistes qui n'ont pas à se soucier d'équilibrer les échanges : qu'ils vendent sur le marché intérieur ou à l'étranger n'est pas leur problème, de même qu'ils ne se préoccupent pas de savoir dans quel pays ils s'approvisionnent.

La contrainte extérieure correspond à la nécessité pour un Etat de gérer cette contradiction. La marge de manœuvre de la politique économique est donc réduite par la nécessité de ne pas créer de déficit du commerce extérieur trop important ou durable.

Cette règle est plus ou moins contraignante : ainsi, à l'époque de la suprématie du Dollar, les Etats-Unis pouvaient imposer un déficit de leurs échanges. Le degré d'ouverture, de dépendance énergétique d'un pays, la qualité de son insertion dans la division internationale du travail rendent plus ou moins rigide cette contrainte.

Le bilan que l'on peut tirer de la (timide) relance Mauroy entre juin 1981 et juin 1982 est particulièrement clair de ce point de vue : quand un pays intermédiaire relance à contre-courant, il augmente ses importations sans stimuler ses exportations. Le déficit extérieur se creuse, l'endettement extérieur augmente tandis que le Franc perd de sa valeur. Comme l'inflation, qui plus est, reste bien supérieure en France, on débouche logiquement sur la dévaluation de juin 1982 et sur un premier plan de « rigueur ».

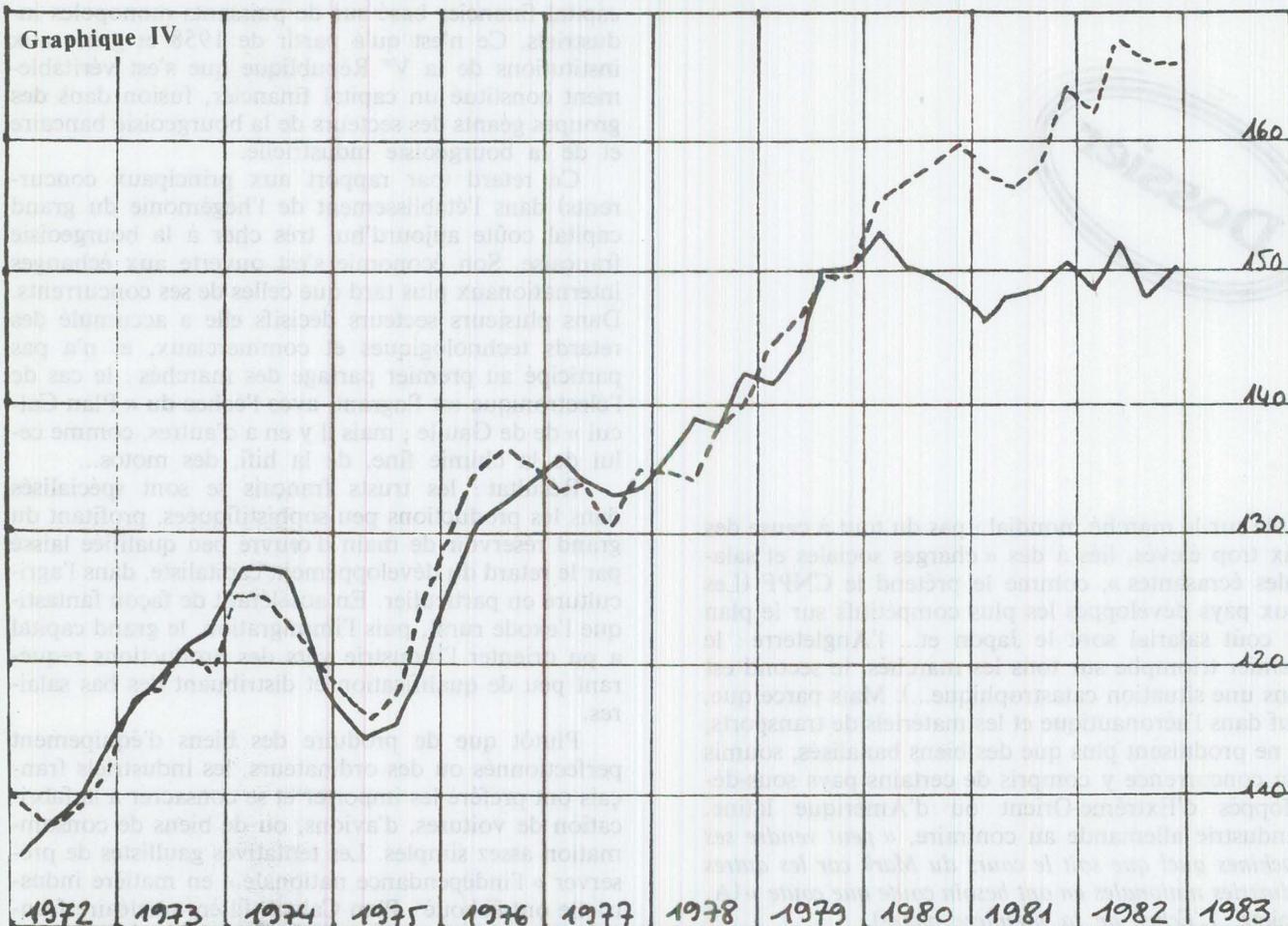
Mais la dévaluation ne peut pas suffire à freiner le cercle vicieux qui s'est enclenché. Et puisque la reprise extérieure ne vient pas, il ne reste qu'une solution qui consiste à réduire la demande intérieure, autrement dit à durcir la politique d'austérité.

la conjoncture récente fait apparaître que l'économie française est soumise à une contrainte extérieure particulièrement dure, que les graphiques III et IV permettent de visualiser.

2. Un héritage laissé par la droite, ou la sanction d'une politique désastreuse ?

Il faut alors analyser les raisons profondes de cette situation et aborder la question de l'insertion de l'in-

Graphique IV



PRODUITS MANUFACTURÉS - Indices d'évolution base 100 en 1970

---- Taux de pénétration (importations/demande totale)

— Demande totale

Source: INSEE

industrie française dans la division internationale du travail.

Imaginons ce petit dialogue entre un technocrate de gauche et un technocrate de droite :

— « Vos amis ont laissé le 10 mai 1981 une situation catastrophique ! Le déficit commercial a augmenté de 23 milliards en 1978 à plus de 100 milliards en 1980 et 1981, à cause de votre politique de surévaluation du Franc et d'abandon de secteurs entiers de l'industrie nationale !

— « Vous mentez : c'est le deuxième choc pétrolier de 1979 qui explique entièrement le fort déficit de 1980 et 1981. Vous aviez la chance d'avoir un prix du pétrole stable, et c'est votre politique désastreuse de relance de la consommation qui a provoqué l'explosion des importations en 1982 !

— « Pas du tout ! Vous oubliez de dire que nous payons le pétrole en dollars, et que le Dollar a augmenté de 40 % en deux ans à cause de Reagan !

— « Avec vous, c'est toujours la faute des autres ! Et les Allemands, et les Japonais, ils payent leur pétrole en dollars eux aussi ! Pourtant regardez leurs excédents commerciaux : c'est que eux, ils sont compétitifs, leurs entreprises ne succombent pas sous les charges dont vous accablez les patrons français ! »... etc.

Comme toujours dans ce genre de situation, les deux interlocuteurs se basent chacun sur une vérité partielle :

● Il est vrai que la raison fondamentale des déséquilibres du commerce extérieur français tient à la faiblesse

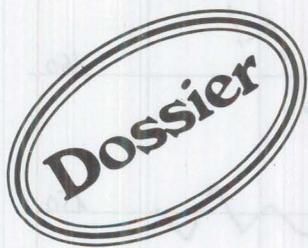
de l'industrie, elle-même expliquable, entre autres, par les politiques menées par la droite et en particulier par Giscard depuis 1974.

● Mais, conjoncturellement, il est vrai aussi que la timide « relance » menée par Mauroy durant la « première phase » de son gouvernement a profité essentiellement aux importateurs : alors que la consommation des ménages en France augmentait en volume de 5,5 % au premier semestre 1982, la production industrielle stagnait complètement. C'est d'ailleurs ce qui explique la décision d'abandonner en catastrophe cette politique et d'entrer dans une phase de « rigueur » prolongée.

Comment se manifeste ce caractère « faiblard » de l'industrie française ? D'abord dans la structure des échanges : les capitalistes français achètent aux pays impérialistes (surtout à l'Allemagne) les machines et les matériels électroniques sophistiqués nécessaires à l'investissement et à la production ; et ils vendent, aux pays sous-développés, des machines et des équipements beaucoup moins modernes, et surtout des avions et des armes. Les autres productions qui rapportent des devises sont le Cognac, le Champagne, les parfums, et surtout les produits agricoles : l'industrie n'y est pas pour grand-chose.

Finalement, le déficit dû au pétrole (162 milliards en 1981) ne doit pas faire oublié celui lié aux échanges avec les pays capitalistes développés (61 milliards) ; il n'y a qu'avec les pays sous-développés (hors OPEP) que la France réalise un excédent commercial.

Ainsi, les industriels français ont une position très



faible sur le marché mondial ; pas du tout à cause des prix trop élevés, liés à des « charges sociales et salariales écrasantes », comme le prétend le CNPF (Les deux pays développés les plus compétitifs sur le plan du coût salarial sont le Japon et... l'Angleterre : le premier triomphe sur tous les marchés, le second est dans une situation catastrophique...). Mais parce que, sauf dans l'aéronautique et les matériels de transports, ils ne produisent plus que des biens banalisés, soumis à la concurrence y compris de certains pays sous-développés d'Extrême-Orient ou d'Amérique latine. L'industrie allemande au contraire, « peut vendre ses machines quel que soit le cours du Mark car les autres industries nationales en ont besoin coûte que coûte » (A. Lipietz, *L'Échec de la première phase*).

En outre, cette mauvaise spécialisation internationale de l'industrie française la rend plus fragile : une crise aggravée dans les pays ultra-endettés du tiers monde, une baisse des prix du pétrole et donc des revenus des pays de l'OPEP, risquent de la priver de ses rares débouchés extérieurs : équipements et services pétroliers, travaux publics, qui représentent plus de 60 milliards de francs. A l'inverse, la reprise économique qui se dessine aux États-Unis ne favorisera pas les exportations françaises, très faibles dans cette direction.

3. D'où vient cette faiblesse de l'industrie française ?

Il faut revenir en arrière pour comprendre les raisons profondes de la débilite relative de l'industrie française : pas seulement pour comprendre les contradictions du gouvernement Mauroy, mais aussi pour cerner les obstacles auxquels se heurterait une politique de rupture avec le capitalisme en France ;

La racine profonde du phénomène est historique : l'industrie française vaut ce que vaut la bourgeoisie française. Celle-ci, depuis 1789 et tout au long du XIX^e siècle, a dû rechercher en permanence l'appui de la petite bourgeoisie traditionnelle contre un prolétariat combatif et menaçant. Les compromis répétés qu'a dû passer le grand capital avec la fraction la plus retardataire de la bourgeoisie, la petite bourgeoisie et la paysannerie, sous les III^e et IV^e Républiques, ont entravé considérablement l'émergence d'un véritable

capital financier basé sur de puissants monopoles industriels. Ce n'est qu'à partir de 1958 et grâce aux institutions de la V^e République que s'est véritablement constitué un capital financier, fusion dans des groupes géants des secteurs de la bourgeoisie bancaire et de la bourgeoisie industrielle.

Ce retard (par rapport aux principaux concurrents) dans l'établissement de l'hégémonie du grand capital coûte aujourd'hui très cher à la bourgeoisie française. Son économie s'est ouverte aux échanges internationaux plus tard que celles de ses concurrents. Dans plusieurs secteurs décisifs elle a accumulé des retards technologiques et commerciaux, et n'a pas participé au premier partage des marchés : le cas de l'électronique est flagrant, avec l'échec du « Plan Calcul » de de Gaulle ; mais il y en a d'autres, comme celui de la chimie fine, de la hifi, des motos...

Résultat : les trusts français se sont spécialisés dans les productions peu sophistiquées, profitant du grand réservoir de main d'œuvre peu qualifiée laissé par le retard du développement capitaliste, dans l'agriculture en particulier. En accélérant de façon fantastique l'exode rural, puis l'immigration, le grand capital a pu orienter l'industrie vers des productions requérant peu de qualification et distribuant des bas salaires.

Plutôt que de produire des biens d'équipement perfectionnés ou des ordinateurs, les industriels français ont préféré les importer et se consacrer à la fabrication de voitures, d'avions, ou de biens de consommation assez simples. Les tentatives gaullistes de préserver « l'indépendance nationale » en matière industrielle ont échoué : Plan Calcul, filière nucléaire française, machines-outils... la politique giscardienne a carrément abandonné toute velléité de ce genre pour se lancer à fond dans la division internationale du travail. C'était la « politique des créneaux » : se consacrer exclusivement aux secteurs où la compétitivité française était déjà acquise (avions, voitures, équipements pétroliers, travaux publics, armements) ; et sacrifier des pans entiers du reste, quelle que soit son importance stratégique (non seulement sidérurgie et textile, mais machines-outils, électronique...).

Ainsi, la France s'est de plus en plus tournée vers le commerce extérieur (la part des importations dans l'offre totale de produits industriels est passée de 10 % en 1963 à 16 % en 1970 et 28 % en 1980). Mais elle s'est enfoncée dans une dépendance accrue, puisque elle doit importer des produits d'importance vitale pour pouvoir investir, et même pour seulement satisfaire une augmentation de la demande intérieure.

La politique des « créneaux » de Giscard a donc encore creusé les trous que de Gaulle avait échoué à combler : l'industrie française ressemble fort à un gruyère. Les actuelles tentatives du gouvernement de gauche pour transformer le gruyère en mimollette, en bouchant les plus gros trous, risquent fort de capoter : comment donner une chance de survie à une usine française débutant dans la production de composants électroniques, par exemple, sans une politique systématique de commandes publiques (avec l'ensemble des entreprises nationalisées) et un minimum de protection par rapport aux concurrents américains qui ont trois longueurs d'avance ? Comment concilier ceci avec l'« autonomie de gestion » des P-DG du secteur nationalisé, et le sacro-saint libéralisme économique ?

Un débat entre « libre-échangistes » et « protectionnistes » est actuellement mené dans les sphères gouvernementales. *Libération* a pu parler des « Albans du PS » tandis que le PCF faisait campagne pour vanter les mérites du **Made in France**.

4. Le grand bluff économique des libre-échangistes

Officiellement le débat semble tranché : Mauroy, Delors, Mermaz ont multiplié les déclarations en faveur du libre-échange tandis qu'aux yeux de Maire le protectionnisme constitue — avec la radicalisation — le risque majeur de la période.

Il faut mener ce débat, même s'il est posé en des termes largement biaisés. Les tenants du libre-échange font croire que ce dernier s'est imposé par la baisse générale des droits de douane : mais il existe bien d'autres mesures que l'on peut qualifier de protectionnistes. On fait semblant de croire que « nos partenaires » n'utilisent pas de tels moyens, ce qui est assez largement faux. Sous des formes différentes, les Etats-Unis, comme la RFA, ont des dispositifs protectionnistes assez efficaces. Dans le cas du Japon, la réussite de son industrie est due, entre autres facteurs, à une utilisation habile de mesures protectionnistes sélectives et à une politique d'intégration dont l'un des objectifs essentiels est de boucher les trous par où pourrait se réaliser la pénétration étrangère.

L'internationalisation du capital n'a pas supprimé les attaches territoriales des groupes : la multinationalisation se réalise dans la majorité des cas sur la base d'un marché intérieur important, et avec le soutien d'une politique étatique. **Le libre-échange pur n'existe pas plus que l'autarcie complète.**

Ceci étant rappelé, il faut engager le débat plus à fond pour la raison simple suivante : **s'il est vrai que l'on ne peut faire autrement que jouer le jeu du marché mondial, alors la politique d'austérité est effectivement inéluctable.** C'est d'ailleurs la philosophie spontanée des technocrates bourgeois qui aiment fabriquer — sans les démontrer — des théorèmes comme celui-ci : « pour s'en sortir avec la liberté des échanges, il faut 5 % de réduction du pouvoir d'achat. Avec le protectionnisme, c'est 10 % ».

Il y a là une baudruche idéologique à dégonfler : le seul argument, c'est au fond la croyance aux bienfaits du libre-échange qui assurerait l'optimum pour tous les partenaires, en fonction de leurs « avantages comparatifs », comme on dit dans les manuels. Si cela était vrai, des millions de gens ne souffriraient pas de malnutrition dans le monde alors que le développement actuel des forces productives permettrait de répondre à ces besoins élémentaires. Voilà pour balayer ce genre de sornettes.

On ne peut laisser les tenants du libéralisme occuper le terrain dans le débat actuel. Il faut retourner la charge de la preuve et s'interroger sur les garanties offertes par les partisans de l'ouverture.

La première difficulté est la suivante : la nécessité d'affronter la concurrence internationale débouche rapidement sur une politique d'austérité. Or, même d'un point de vue capitaliste, la réussite d'une telle politique n'est pas évidente. Le CEPII (Centre d'études et

de prospective spécialisé dans les relations industrielles internationales) a bien mis en lumière ces mécanismes de régression industrielle :

« Dans un premier temps, des politiques keynésiennes de relance ont tenté de soutenir la croissance, mais elles ont engendré une montée des transferts et des déficits publics et aggravé l'inflation sans permettre d'enrayer la montée du chômage. Les politiques monétaires qui, à partir des Etats-Unis, s'étendent désormais à l'ensemble du monde sous la pression de la contrainte extérieure, ont des effets encore plus pervers sur l'industrie, car elles ignorent totalement les racines structurelles de l'inflation (...) Le maintien de taux d'intérêt élevés et la faiblesse de la demande nationale et internationale bloquent alors l'investissement industriel. L'industrie ne pouvant se réorganiser, la crise se prolonge. » (L'économie mondiale à l'horizon 1990. *La lettre du CEPII*, octobre 1982). On ne saurait être plus clair.

Mais, nous dira-t-on, l'austérité sert à assainir la situation, elle n'est que passagère. Dans l'intervalle, la politique industrielle aura permis de mieux se placer dans la concurrence et d'aborder la reprise qui vient en position plus avantageuse. Ce raisonnement est absurde : c'est l'une des fonctions de toute crise capitaliste de redéfinir les positions relatives et il n'y a donc aucun automatisme quant à ce rétablissement.

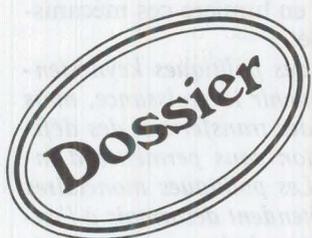
Prenons l'exemple de la filière électronique autour de laquelle est censée s'organiser une éventuelle sortie de crise : on constate dans ce secteur que la France et l'Allemagne ont raté le coche et pris un retard considérable en matière d'investissement. Pour paraphraser un théorème généralement attribué à l'ex-chancelier Schmidt : les investissements risquent d'être les surcapacités de demain.

Il n'est même pas évident que les solutions industrielles européennes représentent une marge de manœuvre importante. Sur ce point encore les conclusions du CEPII incitent au pessimisme :

« En l'état actuel des politiques suivies par les pays membres de la CEE, celle-ci n'apparaît capable ni de sortir de façon autonome de la crise, ni de tirer parti, pour tous ses membres, d'un éventuel assainissement financier et d'une réorganisation de l'industrie mondiale (...) sans doute la croissance pourrait-elle reprendre sous une impulsion nippo-américaine. Mais l'Europe risquerait alors de n'être plus qu'une zone de second rang où chaque pays chercherait à tirer profit de la reprise pour son propre compte »

Compte-tenu de cette analyse, certains mettent en avant la notion de « relance concertée ». Il s'agit d'une idée simple : si tous les pays européens avaient relancé en même temps, l'économie française ne serait pas venue buter sur la contrainte extérieure. Il s'agit là d'une ânerie réformiste typique qui s'écroule devant cette simple question : pourquoi Reagan, Thatcher, Kohl ne relancent pas ? La réponse est simple : parce qu'ils ont déjà essayé (ou leurs prédécesseurs) dans la période 1976-79 et qu'ils ont constaté que ce n'était pas la bonne méthode pour sortir de la crise à la mode capitaliste, c'est-à-dire en rétablissant le taux de profit. C'est la seule réponse, simple et évidente, qui renvoie la relance concertée et autre keynésianisme mondial au magasin des accessoires de la social-démocratie.

L'inconsistance d'un tel projet — qui risquerait assez vite de se transformer en « récession concertée » — a au moins l'avantage de révéler à quel point ceux qui l'avancent n'ont rien compris à la nature



profonde de la crise, ou font sciemment semblant de n'y rien comprendre. La crise du capitalisme ne se laisse pas réduire à un problème de coordination des politiques économiques d'un pays à l'autre.

Reste à mettre les points sur les i et à avancer l'argument décisif d'un point de vue de classe : accepter la logique de la division internationale du travail, c'est accepter les exigences de la compétitivité, c'est accepter les normes dominantes de production. A quoi sert le marché mondial sinon à tendre à l'unification de ces normes ? Acheter une chemise fabriquée à Hong-Kong c'est valider le taux d'exploitation des prolétaires qui l'on fabriquée, et cette validation pèse sur le taux d'exploitation dans le pays importateur. La bourgeoisie concernée parlera de charges trop lourdes, et ses plumitifs de crise de l'Etat-providence.

Il n'y a pas d'autre possibilité, tendanciellement, que de se soumettre à ces normes, c'est-à-dire appliquer l'austérité, ou de se voir sanctionné par le marché.

« Il est clair que, dès qu'un pays s'écarte durablement de ces normes tout en voulant jouer le jeu sur le marché mondial, il est entraîné dans un cercle vicieux de crise. Il paie ainsi son originalité. C'est le cas du Royaume-uni : ayant des conditions de travail moins dégradées (...) un système bancaire moins efficace pour l'industrie, un régime d'accumulation ralenti et un Etat paralysé par les conflits de classe, ce pays n'a pas enregistré la forte croissance qu'ont connue les autres pays européens dans l'après-guerre. »

Voilà ce qu'écrivait en 1977 la commission économique du PSU dans *l'Utopie réaliste*. Et de résumer très clairement la règle du jeu :

« La capacité d'une bourgeoisie à tenir sur le front du commerce extérieur est principalement le résultat de sa capacité à maintenir son hégémonie sur le plan intérieur, et notamment à limiter les effets de la lutte économique des travailleurs qu'elle y exploite. »

Depuis, bien sûr, le PSU a préféré un réalisme moins utopique... ou une utopie moins réaliste. Pourtant les termes de l'alternative n'ont pas changé : ou un processus cumulatif de désindustrialisation à l'anglaise, ou la rupture avec le marché mondial. Faut-il alors se rallier aux thèses du PCF ?

A première vue, l'analyse qui précède semble en effet converger avec la thèse du PCF. Quand les économistes de ce parti décrivent le processus d'internationalisation du capital, la politique du « tout à l'exportation » de Giscard, la déstructuration de l'appareil productif français, il s'agit d'un constat d'évidence.

Mais les thèses du PCF vont plus loin et reposent sur le postulat général selon lequel il existe des solutions nationales à la crise. Dès lors, le PCF se trouve en porte-à-faux entre deux caractérisations :

— La crise est une crise du capitalisme.

— La crise est une crise d'un capitalisme.

5. Faut-il produire français ?

Les citations ci-dessous, extraites du livre de Juquin, *Produire français, le grand défi*, témoignent de cette ambiguïté :

« Le pernicieux dans la priorité à l'exportation, c'est en effet qu'elle déstructure peu à peu la France (...) Comment les groupes français ont-ils choisi leurs créneaux ? Librement ? Pas du tout : pour gagner de l'argent au plus vite à l'exportation, ils ont tenu compte avant tout des choix des concurrents, ils se sont glissés dans des interstices de marché international laissés libres par les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne fédérale. Au lieu de se battre avec eux dans certains domaines clés. » (p. 107)

Un peu plus loin, Juquin fait état de sa grande conviction : *« aujourd'hui toute orientation nationale réellement anti-crise prend un contenu anticapitaliste »* (p. 115). Il y a même ce passage extraordinaire où Juquin explique que le socialisme va se construire sans qu'on s'en aperçoive : *« quand nous serons sortis complètement, définitivement de la crise, si nous nous retournons sur le chemin parcouru, je ne sais à quel moment (...) nous verrons que les lois du capitalisme ne dominent plus notre pays »* (p. 115).

La voix française au socialisme est donc résolument magique. Renonçons pour l'instant à nous y engager. Admettons avec Juquin que le capital français est « fainéant » et que cela explique la rigueur particulière de la contrainte extérieure subie par la France. Et après ? Faut-il en conclure que la tâche de l'heure est de lui redonner du cœur à l'ouvrage ?

C'est d'une certaine manière le projet du PCF. Il s'agit d'une économie mixte où cohabiteraient deux secteurs :

● Le secteur public et nationalisé appliquant les fameux « critères de gestion » qui, combinés avec « l'intervention des travailleurs », permettraient de « reconquérir le marché intérieur » et de jeter les bases d'une « nouvelle productivité ». Mais laissons parler Herzog :

« Dans le souci de répondre efficacement aux besoins des travailleurs et de la France, les communistes cherchent à fonder les nouvelles décisions pour des productions compétitives sur une productivité différente et supérieure, faisant beaucoup plus appel non seulement à la recherche appliquée, mais aussi à la qualification et à l'initiative des hommes, en réduisant systématiquement tous les gâchis du capital, y compris à l'exportation. Nous proposons à cet effet des critères de gestion fondés sur l'élévation de la valeur ajoutée en France relativement au capital matériel et financier avancé. » (Le Monde du 6 octobre 1982).

● Mais « le secteur privé a et doit garder une importance considérable » car les « petites et moyennes entreprises sont indispensables pour donner souplesse et efficacité au fonctionnement de l'économie » (in *L'Economie à bras le corps*, éditions sociales, p. 180). D'où la ques-

tion qui se pose immédiatement : « *Comment inciter les patrons du secteur privé à accroître les productions efficaces et les emplois, en tenant compte qu'ils demeurent propriétaires de leur entreprise et travaillent selon les critères du profit et de la rentabilité ?* » (*idem*, p. 238).

La solution à ce problème ? C'est une « *conception révolutionnaire d'une économie mixte* » (*sic*) qui consiste à « *favoriser l'influence de nouveaux critères de gestion mis en œuvre dans le secteur public par l'intermédiaire du crédit et de la fiscalité, par l'intervention des travailleurs dans le secteur privé lui-même afin d'obtenir des modifications des exigences capitalistes* » (*idem*, p. 239).

Il y aura donc coexistence et compétition entre les critères : « *Les nouveaux critères que nous proposons devraient cohabiter pendant très longtemps avec les anciens, ceux de la rentabilité.* » (*idem*, p. 181)... « *Nous sommes partisans d'un large développement de leurs rapports contractuels, dans l'opposition mais aussi la coexistence des critères de gestion de façon à assurer une cohérence globale, une vie commune, tout en administrant par la pratique la preuve de la supériorité des critères d'efficacité sociale.* » (*idem*, p. 240).

Les théoriciens du PCF vont assez loin dans l'hymne aux vertus de l'économie mixte, y compris jusqu'à la mise en cause de la planification centralisée. Le livre d'Herzog n'y consacre qu'une page évasive : elle ne constitue pas, manifestement, l'une des pièces maîtresses du dispositif. Et on peut lire cette bizarre prise de position dans la revue économique du PCF : « *Il convient de limiter l'ampleur des restructurations, pour respecter les synergies des groupes, comme le soulignait, l'an dernier, M. Le Garrec alors secrétaire d'Etat chargé de l'extension du secteur public : "nous nous refusons à jouer au meccano avec des groupes dont l'organisation interne ne peut pas être bouleversée sans risque grave" (...) L'excès de concentration réduit la diversité du choix des produits et des fournisseurs.* » (D. Dxnset, « *La reconquête du marché intérieur, une stratégie* » in *Economie et politique* n°65, septembre 1982).

On voit que la « cohérence » de l'ensemble est peu assurée ; mais c'est au détour d'un paragraphe qu'Herzog montre à quel point toute cette construction n'est qu'un bricolage instable : « *Les patrons émettront sans doute une principale critique : un tel critère pousserait à trop d'emplois et trop de salaires. C'est ne pas tenir compte du cadre concurrentiel dans lequel nous sommes et restons : les productions doivent être compétitives. Les travailleurs devront obtenir une production vendable et, dès que possible, des excédents suffisants pour moderniser l'outil de production. Pour l'obtention de tels résultats, les hausses de salaires et les créations d'emplois nécessitent une productivité accrue, avec une réduction beaucoup plus forte des coûts matériels et financiers par unité de produit.* » (*L'économie à bras le corps*, p. 182).

Mais dire que les productions doivent être compétitives, c'est dire que l'on doit gérer selon la logique du profit qui domine dans le cadre concurrentiel (lire le marché mondial) dont on déclare ne pas vouloir sortir. Comment dire plus clairement que « *la bataille pour produire français* » n'est pas une rupture avec le marché mondial mais un projet de restructuration du capitalisme à base nationale. C'est la collaboration de classes aux couleurs de la France et, d'ailleurs, les références à de Gaulle et Thorez fleurissent dans les écrits du PCF ces temps-ci.

Puisque l'on reste dans le « cadre concurrentiel », le choix du « produisons français » marque une préférence pour l'exploitation française des travailleurs français, sans rien changer aux conditions de travail et de vie de ces derniers. Cette ligne ne constitue pas une alternative ouvrière à la crise ; il ne suffit pas de parler de « nouvelle » productivité pour faire disparaître l'exploitation. L'illusionniste Juquin (qui construit le socialisme les yeux fermés) rejoint ici Maire l'enchanteur !

Il y a pire : puisqu'il s'agit au fond d'un programme d'union nationale, il est lourd de toutes les déviations xénophobes : que l'on se rappelle les manifestations contre l'acier allemand et le bulldozer de Vitry. C'est la même logique qui fait passer la solidarité avec le patronat français avant la solidarité internationale des travailleurs.

Mais il s'agit en tout état de cause d'un programme utopique. Si l'on y regarde de plus près, il peut même être qualifié de réactionnaire dans la mesure où il cherche à faire tourner à l'envers la roue de l'Histoire et à effacer le processus d'internationalisation du capital. Un minimum de « cohérence » est rétabli, mais seulement parce que le PCF s'appuie sur une conception fautive de l'économie mondiale comme simple juxtaposition de capitalismes monopolistes d'Etats nationaux.

Dans ces conditions **une rupture avec le marché mondial, sans rupture avec le capitalisme à l'intérieur, risquerait de donner raison aux tenants du libéralisme et de déboucher sur une récession encore plus profonde.** Mais chercher à imaginer ce que pourrait donner l'application d'un tel projet est même probablement erroné. Car sous des dehors simples, trop simples — produisons français — il est singulièrement inconsistant. Par qui et comment va-t-il être imposé ?

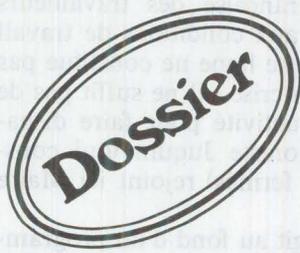
Voici ce qu'en dit Herzog :

« *Personne ne propose de soviets à l'entreprise ! Nous communistes, proposons en revanche le début d'un pluralisme dans les conceptions de gestion, afin de fonder une efficacité supérieure compte tenu des résultats actuels déplorables (...). Les critères appelés à dépasser la rentabilité financière privée prouveront par la pratique qu'ils sont meilleurs, et devront réussir à infléchir le contenu des décisions motivées par le profit.* » (*L'économie à bras le corps*, p. 305). Comment Herzog va-t-il « infléchir » les licenciements qui vont intervenir à brève échéance dans la sidérurgie lorraine ? Rien dans ce charabia n'est susceptible de mobiliser les travailleurs. Herzog les mène en bateau : ils n'ont pas de meilleurs critères que le patron lorsqu'il s'agit d'obtenir une « production vendable ». Ce n'est pas leur terrain.

Les travailleurs n'ont pas besoin qu'on leur explique VA/C ou qu'on leur vante les mérites de la production française : ils savent que le système capitaliste n'est pas orienté vers la satisfaction optimale de leurs besoins. Ce n'est qu'en prenant en main les leviers de commande qu'ils pourront mettre en œuvre d'autres choix sociaux ; sur cette voie, les Herzog et les Juquin sont des obstacles.

6. Ne pas évacuer les problèmes

Pour les marxistes révolutionnaires, la perspective est clairement tracée : **l'internationalisation des forces**



productives rend utopique un projet de construction du socialisme dans un seul pays. Cette constatation n'implique pas pour autant l'inéluctabilité d'une révolution socialiste simultanée dans les principaux Etats bourgeois. Dans une brochure publiée par notre courant en 1974, la contradiction est clairement exposée :

« L'instauration d'un Etat des conseils ouvriers, mettant en œuvre une économie planifiée démocratiquement, fonctionnant non plus pour le profit mais pour la satisfaction des besoins et protégée par un monopole étatique du commerce extérieur, signifierait cette fois une rupture avec l'économie mondiale capitaliste, sans pour autant qu'on puisse négliger l'existence d'un marché mondial capitaliste, exerçant des pressions considérables sur le fonctionnement de l'Etat ouvrier, ni l'impossibilité pour les forces productives de se développer jusqu'au socialisme, enfermées dans les frontières nationales. » (dans *La solution du PCF à la crise du capitalisme*, J. Valier).

La référence abstraite à l'internationalisme ne suffit donc pas : il est nécessaire, sans pour autant flirter avec une logique de contre-plan, **de donner un contenu concret aux solutions ouvrières** et en particulier de préciser les modalités de cette « rupture avec le marché mondial ».

Elle ne peut signifier l'autarcie, et ne souffre pas de sous-estimation des « pressions considérables » exercées à travers les échanges extérieurs : on ne peut balayer d'un revers de main le problème de la « contrainte extérieure ». **Un état ouvrier ne pourrait négliger le nécessaire équilibre des paiements : c'est la condition de son indépendance de classe vis-à-vis de la bourgeoisie internationale.** Un endettement permanent auprès des pays capitalistes dans leur ensemble serait une arme formidable : l'exemple du Portugal montre que c'est l'un des canaux importants de l'offensive contre-révolutionnaire. Pas d'expérience socialiste en rupture avec le marché mondial sans maîtrise de l'équilibre des échanges !

7. La rupture avec le marché mondial, ce n'est pas l'autarcie

Dès qu'on lui parle de « rupture avec le marché mondial », n'importe quel économiste réformiste hausse les épaules : « fermer les frontières et vivre en

autarcie, ça impliquerait un retour en arrière de deux siècles ! » Voilà un argument qui est censé ridiculiser toute réflexion alternative à l'acceptation pure et simple des règles du jeu capitaliste au niveau mondial.

Aucune usine française ne pourrait tourner si le pays cessait d'importer : il est inutile d'aligner des chiffres sur la « dépendance énergétique » de la France pour le démontrer. L'appareil productif ne peut absolument pas marcher sans pétrole. Quelle que soit la volonté politique de réduire cette dépendance, ses fruits ne peuvent venir que lentement et progressivement.

Mais rassurons tout de suite ceux qui prétendent respecter le libre-échange au nom de la défense du niveau de vie des travailleurs : nous ne prôtons pas le retour à l'âge de la bougie. Sauf catastrophe, effondrement du commerce mondial, krach financier généralisé ou guerre — hypothèses qui ne peuvent pas être écartées *à priori* —, **la rupture avec le marché mondial que réaliserait un gouvernement ouvrier en France serait d'abord politique : ses effets économiques devraient nécessairement être maîtrisés et progressifs.** Nous examinerons plus loin de quels moyens un gouvernement au service des travailleurs, provisoirement isolé en Europe, pourrait se doter pour résister aux pressions et au sabotage venant des capitalistes tant de l'intérieur que de l'extérieur. Voyons d'abord dans quelles directions il faudrait modifier l'insertion de la France dans le commerce international, en particulier vis-à-vis de l'Allemagne (les considérations qui suivent sont limitées volontairement aux relations avec la RFA, afin de mieux illustrer ce que pourrait être une logique de rupture en prenant un exemple certes particulier mais d'une importance primordiale).

En premier lieu, sur la base d'une rupture avec la bourgeoisie nationale, il sera indispensable de rompre aussi les liens de solidarité tissés par la bourgeoisie à l'échelle européenne et internationale. Le **Marché commun** est un instrument des politiques de « rationalisation » capitaliste de l'agriculture et de secteurs industriels comme la sidérurgie : **il faudra donc en sortir**, ne serait-ce que pour remettre en route les aciéries condamnées par la loi du profit mais nécessaires à la satisfaction des besoins sociaux, en particulier dans le secteur du logement.

Le système monétaire européen lui aussi devra être abandonné ; la fuite des capitaux provoquée par la panique des possédants ferait en effet s'effondrer le Franc si l'on respectait les règles actuelles. Or, tant que les achats de pétrole continueront à se faire obligatoirement en dollars, un effondrement du Franc signifierait une flambée inversement proportionnelle de la facture pétrolière et des autres importations indispensables. Seul un strict contrôle des changes, et même peut-être une décision plus radicale comme l'inconvertibilité provisoire du Franc, pourra l'empêcher : ces mesures sont intolérables pour les bourgeoisies étrangères. La bourgeoisie allemande peut aujourd'hui, par solidarité et par intérêt bien compris, faire « cadeau » à la bourgeoisie française (son meilleur client) d'une réévaluation du Mark. Elle ne pourrait évidemment pas cautionner des mesures anti-capitalistes d'un gouvernement en France.

Cette question des relations économiques avec l'Allemagne sera évidemment centrale pour la survie d'un gouvernement ouvrier dans l'attente de l'extension de la révolution en Europe. Aujourd'hui l'industrie française dépend stratégiquement de l'industrie al-

lemande en ce qui concerne les bien d'équipement et le matériel électronique professionnel : « *le cœur du système productif, les machines à produire des machines* » (selon l'expression de Lipietz dans un article déjà cité), la France en importe plus de la moitié. Mais le déficit concernant ces produits (15 milliards en 1982) ne représente que le tiers du déficit total avec la RFA. Le reste, ce sont les automobiles, les lave-vaisselles et lave-linge, l'acier... tous produits que des usines françaises peuvent parfaitement fabriquer en quantités suffisantes.

Un gouvernement au service des travailleurs pourrait parfaitement **revendiquer le droit de prendre des mesures énergiques et provisoires pour réduire l'énorme déficit commercial avec la RFA.** Accepter près de 40 milliards de déficit permanent, comme ce fut le cas en 1982, ne serait pas tenable : cela signifierait un endettement accentué, une perte progressive d'autonomie, une inflation croissante. Les enchaînements désastreux évoqués précédemment rendraient beaucoup plus difficile une transformation sociale profonde en France même, et faciliteraient la tâche de la réaction.

Là est le cœur du problème : il ne s'agit pas de « produire français pour vaincre le chômage », mot d'ordre chauvin qui dresserait les travailleurs allemands contre leurs frères français, mais de prendre les moyens de défendre une expérience révolutionnaire visant à mettre l'économie au service des travailleurs, à en finir avec l'exploitation et le chômage.

Au lieu d'opposer les intérêts des ouvriers allemands et des ouvriers français, rendus solidaires de leurs patrons respectifs, il faudra au contraire appeler à la solidarité de la classe ouvrière allemande avec la puissante mobilisation sociale à l'œuvre en France. Il faudra **lever tous les secrets des affaires** : secret commercial, secret bancaire, secret diplomatique... et mener publiquement toutes les négociations ; ouvrir les livres de compte, dénoncer les plans de liquidation concertée de secteurs à l'échelle européenne ; proposer au gouvernement allemand un plan de réduction massive et simultanée du temps de travail pour lutter contre le chômage ; lui demander de négocier en commun des accords directs avec les pays producteurs pour ne plus avoir à payer le pétrole en dollars et affaiblir ainsi l'emprise américaine sur l'Europe. Et toujours : informer les travailleurs allemands des refus et des entraves inventés par leur bourgeoisie, afin de stimuler leur solidarité et leur mobilisation anti-capitaliste.

Les « réalistes », inconditionnels du « libre-échange », disent que le protectionnisme suscite inévitablement des rétorsions : si on interdit aux produits allemands d'entrer, ils boycotteront les produits français et les industries exportatrices s'effondreront. Cet argument mérite qu'on s'y attarde, car un tiers de l'industrie française travaille pour l'exportation.

Tout d'abord l'expression « protectionnisme » doit être rejetée : elle qualifie en effet des mesures prises par un gouvernement bourgeois pour « protéger » ses industriels de la concurrence extérieure. En régime capitaliste cette politique se traduit toujours par une hausse des prix due aux droits de douanes et aux quotas à l'importation, et par une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. L'exemple de la Belgique des années 1970 montre que ces mesures ne protègent pas non plus du chômage.

Mais l'essentiel n'est pas dans ce point de vocabu-

laire. Il faut bien voir que **l'arme des rétorsions économiques serait à double tranchant pour les capitalistes allemands.** D'abord elle favoriserait la solidarité des travailleurs de RFA, pour peu que ceux-ci comprennent où est leur intérêt de classe. Ensuite, ce n'est pas de gaité de cœur que les industriels allemands se priveraient de leur principal client, auquel ils ont vendu pour plus de 200 milliards de francs de marchandises en 1982. **La position de faiblesse commerciale de la France constituerait paradoxalement un atout considérable dans la négociation** : l'Allemagne a encore plus à perdre à une rupture des échanges que la France. Il y a là un argument de dissuasion plus efficace que la force de frappe ! Mais qui ne peut être manié qu'avec prudence, et n'est crédible que s'il provient d'un gouvernement ayant rompu tout lien politique avec la bourgeoisie française et mondiale.

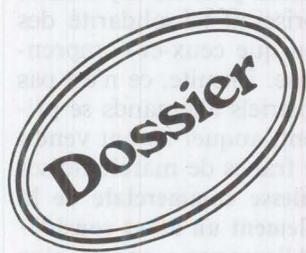
Voilà donc quelques éléments, dans le cas des relations avec la RFA, qui indiquent de quelles marges de manœuvre pourrait disposer un gouvernement ouvrier en France pour refuser les diktats de l'extérieur et engager une véritable rupture avec les règles du marché mondial. D'autres problèmes extrêmement compliqués surgiront inévitablement, liés à des dépendances économiques ou technologiques : ainsi avec IBM, le fabriquant de la majorité des ordinateurs en service en France, et dont la filiale française ne maîtrise pas l'ensemble de la filière de production. Des problèmes de reconversion également, dont le cas le plus évident est celui de l'industrie d'armement, actuellement une des principales sources de devises. Mais la direction générale est assez claire : **réduire provisoirement la part du commerce extérieur dans l'économie française, parvenir à produire sur place tout ce qui est stratégique**, afin de ne pas être une proie trop facile aux mesures de blocus économique et technologique qu'envisageront certainement les bourgeoisies étrangères, et qui peuvent faire particulièrement mal à une économie aussi complexe et dépendante que l'est l'économie française.

Bien entendu, on ne construira pas le socialisme dans un seul pays : **le socialisme suppose au contraire un développement des échanges internationaux**, sur un pied d'égalité et sans exploitation, dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Si l'isolement international d'une révolution victorieuse ne dure que quelques mois, les plus grosses difficultés pourront être surmontées aisément. Rien ne permet de se prononcer aujourd'hui sur cette question des rythmes. Mais il est raisonnable d'envisager l'hypothèse d'une période d'isolement et d'instabilité prolongée : seul un appareil industriel dont les trous les plus gros seront progressivement bouchés permettrait alors de résister aux pressions extérieures.

Quels sont les moyens dont il faudrait alors se doter pour avancer et résister à la contre-offensive de la bourgeoisie ?

8. Les instruments d'une politique de rupture

La France dispose aujourd'hui d'un potentiel de richesses supplémentaires considérable, gaspillé parce qu'aucun capitaliste ne veut produire pour le bien-être des travailleurs mais seulement pour un profit immédiat. Deux millions de chômeurs, plus de



2 500 000 dans quelques deux ou trois ans selon les prévisions officielles ; des dizaines d'usines qui ferment chaque mois ; des travailleurs sans cesse plus pressurés, des cadences croissantes, le développement du travail en continu, la nuit, les week-end : voilà l'absurde logique de la compétition internationale.

Pour rompre avec elle, et permettre le développement de l'extraordinaire gisement de richesses et de créativité que recèle la classe ouvrière en France, il faudra une relance économique axée sur la satisfaction des besoins sociaux et la solidarité effective avec les prolétariats des pays sous-développés. Une telle politique n'est réaliste que si elle se base sur une **planification démocratique centralisée** : élaborée après discussions contradictoires au sein des conseils ouvriers à tous les niveaux, et appliquée ensuite centralement de façon rigoureuse.

Nationaliser l'ensemble des grands groupes industriels et financiers est indispensable mais ne suffit pas. Aujourd'hui, non seulement de nombreuses grandes entreprises, très fortement exportatrices ou importatrices, sont encore privées, mais les entreprises nationalisées en 1981 n'ont strictement rien changé à leur insertion dans le marché mondial. Le gouvernement de gauche affirme vouloir réduire le déficit du commerce extérieur, mais refuse absolument de contraindre les PDG des entreprises nationalisées à intégrer cet objectif comme prioritaire dans leur gestion : cela voudrait dire glisser vers le dirigisme et le totalitarisme !

Au contraire, une véritable politique de rupture consisterait d'abord à instaurer un **monopole d'Etat sur le commerce extérieur** : l'ensemble des services d'achats et ventes à l'étranger du secteur nationalisé serait réuni en une seule agence, qui centraliserait importations et exportations de toutes les grandes entreprises commerçant avec l'étranger. Cette agence s'assurerait que les groupes nationalisés sont pleinement cohérents, dans leur politique d'import-export, avec les objectifs du plan. Elle serait en mesure de mettre en rapport direct les importateurs de tel produit avec des entreprises situées en France et productrices d'une marchandise équivalente. Elle déciderait aussi du caractère plus ou moins prioritaire, en fonction des besoins sociaux exprimés au cours de l'élaboration du Plan, de telle ou telle importation : le pays ne disposant que d'un montant limité de devises procurées par les exportations, et ne pouvant pas se permettre un endettement cumulatif, des choix devront obligatoirement être faits. On peut par exemple imaginer qu'une

telle agence d'import-export se dispenserait d'acheter les Mercedes, Rolls Royce, caviar et autres saumons qui permettent aujourd'hui aux bourgeois de maintenir leur standing...

Moins évidemment, et moins rapidement, mais non moins nécessairement, elle devrait définir des secteurs où une substitution de production nationale à des importations s'avèrerait possible et nécessaire. **L'Etat déciderait alors de développer ces productions**, en créant de nouvelles entreprises s'il le faut. Pourquoi ne pas produire des motos ou des tracteurs en quantité suffisante pour le marché intérieur ? Bien sûr, lancer ces productions nouvelles suppose qu'on leur laisse un certain temps pour atteindre le seuil quantitatif à partir duquel leur coût sera comparable à celui de leurs concurrents étrangers : des mesures de limitation des importations seront donc nécessaires, ainsi que des subventions aux entreprises débutantes.

Toujours pour alléger la « contrainte extérieure » et réduire la dépendance par rapport au système « dollar » et à l'impérialisme américain, l'agence nationale d'import-export devra négocier des accords directs avec les pays du tiers monde : au lieu d'acheter avec des dollars le pétrole et les matières premières, on leur proposerait de les échanger, dans des proportions intéressantes pour eux, avec des produits manufacturés et agricoles français. Ces **accords de troc** pourraient attirer particulièrement les pays pétroliers à forte population (Nigéria, Iran, Mexique...), soucieux d'assurer à leur production des débouchés stables et indépendants des sautes d'humeur du Dollar ou des industries des centres impérialistes.

Par ailleurs, pourquoi une production industrielle réorientée vers la satisfaction des besoins sociaux serait-elle forcément nuisible à l'équilibre du commerce extérieur ? Tous les économistes admettent que le secteur du logement nécessite fort peu d'importations pour fonctionner, mais qu'il est aujourd'hui dans une crise dramatique. Or, le logement est aujourd'hui l'un des besoins les moins bien satisfaits des travailleurs vivant en France. Rien n'empêche donc d'entreprendre une relance massive de la construction et de la réhabilitation de logements, sans qu'il en coûte un sou à la balance du commerce extérieur.

Prenons un autre exemple : si Renault ou Citroën (nationalisé !) construisaient une voiture populaire répondant aux besoins (solide, mécaniquement simple, économe en énergie, qui roulerait plus de 300 000 km, sans gadget), à un prix raisonnable, pourquoi ne pourraient-ils pas l'exporter massivement, en particulier vers les pays sous-développés ? C'est techniquement faisable, mais totalement contraire à la logique capitaliste qui oriente la production vers des modèles fragiles afin que le marché ne se sature pas trop vite.

La centralisation du système bancaire et financier est une condition également impérative d'une politique visant la rupture avec le marché mondial : comment exercer un contrôle rigoureux des sorties de capitaux et de devises, et mettre les banques au service du Plan, si persiste la concurrence entre banques nationalisées ? Si continuent à agir des banques privées ou étrangères, en toute liberté et pour les seuls intérêts de leurs clients capitalistes ?

Par système financier, il faut aussi entendre les **directions financières des groupes industriels**, qui gèrent les liquidités parfois considérables dont disposent tous les grands groupes. Aujourd'hui, par exemple, qui gère les devises de Renault ? Renault-finace, une entre-

prise basée en Suisse ! En bon gestionnaire capitaliste, Renault spéculé sur les devises comme tous les groupes industriels : quand le Franc faiblit, cette firme nationalisée « modèle » se débarrasse le plus possible de ses avoirs en francs pour acheter des monnaies plus sûres, le Dollar ou le Mark... Non par avidité ou à cause de quelques spéculateurs véreux qui auraient infiltré le secteur nationalisé : mais parce que dans la logique capitaliste que respecte scrupuleusement Renault, il faut maximiser le profit de l'entreprise. Et tant pis pour les réserves de la Banque de France qui partent en fumée quand cette institution tente de contrecarrer la spéculation !

Une véritable centralisation du système financier permettrait de disposer d'un matelas de devises beaucoup plus épais pour décourager les spéculateurs internationaux. Surtout, elle serait la garantie que tout le secteur nationalisé, industriel et bancaire, agit de façon cohérente pour la réalisation des objectifs du Plan en matière de politique monétaire et pour la défense de la position financière de la France.

Bien sûr, de telles décisions secoueraient gravement le système financier international : le poids des banques françaises n'y est pas négligeable. Un effondrement de leur part serait certain si les banques américaines, anglaises et allemandes le décidaient : mais ce serait pour les bourgeoisies de ces pays un vérita-

ble suicide. Le château de cartes des dettes et des créances qui relie tous les pays capitalistes n'y résisterait pas. Les conséquences pour ces pays seraient désastreuses.

On entend parfois dire que la France n'est pas Cuba ou le Nicaragua et que, trop imbriquée dans les échanges mondiaux, elle n'a aucune marge de manœuvre pour mener une politique radicalement différente. Mais on peut retourner complètement cet argument : quel mal peuvent faire Cuba ou le Nicaragua aux Etats-Unis ? Strictement aucun sur le plan économique. Au contraire le poids de la France, cinquième puissance industrielle mondiale, fait que toute agression économique radicale de la part des bourgeoisies impérialistes aurait des effets en retour massifs sur leur propre économie. D'autant plus que leurs contradictions et leurs rivalités feraient obstacle à une politique unifiée de leur part.

Ici encore, on retrouve la question clé : dans une partie de bras de fer où aucun des adversaires ne peut se permettre d'écraser l'autre (car celui-ci l'entraînerait dans la catastrophe), le résultat dépend de la volonté politique du gouvernement qui décide de briser les règles du jeu. Et cette volonté n'est crédible que si elle s'appuie sur une puissante mobilisation populaire et une rupture politique sans équivoque avec la bourgeoisie, ainsi que sur une propagande internationaliste appelant à la solidarité de toutes les classes ouvrières. ■

Les jeunes face au chômage et à la déqualification

NICOLAS JEANSON

CE qu'il est convenu d'appeler « l'insertion sociale et professionnelle des jeunes » fait l'objet de rapports d'experts et de mesures politiques particulières. Cette question est devenue un problème en soi. Connaît-on une expression plus nette du rejet de sa jeunesse par une société ?

Dans l'ensemble des pays capitalistes de l'OCDE, le nombre des jeunes chômeurs est passé d'un million en 1970 à plus de 6,5 millions aujourd'hui. La part des jeunes dans le total des chômeurs atteint 45 % aux USA, 57 % en Espagne, 62 % en Italie.

En France, ils sont plus de 600 000 chômeurs dans la tranche des 16-21 ans, et un chômeur sur deux a moins de 25 ans. Le taux de chômage des jeunes est donc très supérieur à celui des adultes ; et la durée du chômage des jeunes est également plus longue. Les nouvelles générations sont donc les plus touchées par les conséquences de la crise sur l'emploi.

La montée du chômage des jeunes contribue à modifier les conditions de leur insertion professionnelle, dans deux directions : d'une part, les jeunes sont les premières victimes de la précarisation des emplois. Ils subissent, d'autre part, de plus en plus, un déclasserement à l'embauche, relativement à la qualification qu'ils ont acquise.

Une situation explosive

A propos de la précarisation des emplois des jeunes, Bertrand Schwartz (1) note : « La qualité de l'emploi offerte aux jeunes se dégrade. Près de la moitié des jeunes de 16-21 ans,

de niveau CAP/BEP, occupait en 1980 des emplois précaires. La situation est probablement bien pire pour ceux qui n'ont pas ce niveau. Les jeunes nourrissent ainsi un marché secondaire du travail où se dégradent profondément la condition et les droits des travailleurs : beaucoup sont privés des garanties sociales et exclus de la vie collective. Ils sont des travailleurs de seconde zone. » Dans le même rapport, Bertrand Schwartz relève que « les jeunes de moins de 25 ans représentent 55 % des travailleurs intérimaires, et une enquête du CEREQ sur 1976-1980 révèle que 47 % des jeunes titulaires d'un CAP ou BEP n'avaient pas de contrat à durée indéterminée ».

La déqualification des jeunes dans leur premier emploi n'en est pas moins nette. C'est la pression de l'armée de réserve des jeunes qui a agi comme révélateur de cette tendance puisqu'elle permet aux patrons de recruter au même prix des jeunes plus qualifiés. Mais la racine du mal est plus profonde, et tient à l'évolution de la division capitaliste du travail qui marque un « retard » sur la structure des qualifications dispensées par le système de formation. L'OCDE s'en inquiétait dès 1977 : « Avec les progrès de l'éducation, beaucoup ont maintenant de plus hautes visées et espèrent trouver un emploi et faire une carrière dans laquelle ils pourront utiliser leurs connaissances et trouver davantage de possibilités d'épanouissement personnel. Mais la structure de l'emploi dans l'économie et le contenu de la plupart des tâches ne correspondent plus à ce niveau supérieur d'instruction et d'aspirations. Certains signes laissent même prévoir une augmentation à long terme de la sous-utilisation de la main-d'œuvre... » L'OCDE évoque les « frustrations » et les « attitudes négatives envers la société » qui pourraient résulter d'une telle situation, pour en déduire qu'il convient

1. « L'insertion sociale et professionnelle des jeunes », Bertrand Schwartz. Documentation française.
2. Economie et statistiques n° 134, juin 1981.

de ramener les ambitions des jeunes et le volume des dépenses publiques d'éducation à des dimensions plus modestes.

Chômage, précarité de l'emploi et déqualification : tels sont les trois voies de la dégradation profonde de l'insertion professionnelle des jeunes.

Situation explosive, dont les révoltes de jeunes, l'été 1981, à Brixton, Liverpool ou Villeurbanne pourraient bien être des signes annonciateurs. Que, dans ces cas, la révolte ait été portée par les jeunes immigrés, parias parmi les parias, n'est pas pour étonner.

Un bon indice de l'ampleur du problème est donné par la « sollicitude » dont les jeunes font aujourd'hui l'objet, tant de la part du patronat que de celle des organisations ouvrières et du gouvernement.

Le CNPF, lors de ses assises nationales du 14 décembre dernier, a placé en tête de ses huit propositions (pour sauver « l'entreprise en péril »...) l'embauche de 600 000 jeunes : c'est qu'il en a beaucoup à craindre et beaucoup à espérer à la fois. La crainte est politique, tant il est vrai que l'oisiveté (des jeunes) est la mère de tous les vices... Et l'espoir est de nature économique : 600 000 jeunes rémunérés par l'Etat, sans charges sociales, corvéables et licenciables à merci, c'est tout bénéfique pour les patrons.

François Mitterrand a saisi la bal- le patronale au bond. Dans ses déclarations de fin d'année, le président a fait de la formation professionnelle des jeunes la première des quatre priorités du gouvernement pour 1983. Cela consiste pour l'essentiel à étendre les « stages Rigout » pour les 16-18 ans et à les généraliser aux 18-25 ans.

La CGT de son côté n'a pas ménagé ses efforts pour assurer le succès de ces stages. Le Mouvement de la jeunesse communiste, passablement démobilisé, a choisi le terrain de la formation et de l'emploi pour tenter de refaire ses forces. L'emploi et la formation des jeunes s'inscrivent ainsi comme une question politique nationale.

Quelle est donc la politique du gouvernement en la matière ? Comment doit-on l'apprécier ? Une autre politique est-elle possible, et à quelles conditions ? Quelle pourrait être la place d'un mouvement de la jeunesse pour le droit à la qualification et au métier ?

Force est de constater que le gouvernement du 10 mai s'est peu éloigné de la politique antérieure. Quel-

ques mois avant sa chute, Giscard avait adopté un « plan quinquennal de la formation professionnelle » pour les jeunes, bâti sur trois piliers : les stages emploi/formation pour les chômeurs (« stages Barre »), le développement de l'apprentissage, l'alternance école/entreprise dans les LEP publics.

C'est un dispositif de même nature qui est repris par le gouvernement Mauroy : « stages Rigout », incitation à l'apprentissage qui doit être selon la formule officielle « amélioré et développé », et « extension des séquences éducatives en entreprise à tous les LEP » (circulaire ministérielle). Naturellement, le nouveau gouvernement soutient que chacune de ces mesures revêt un contenu différent que sous Giscard. Mais comment des plans de formation pourraient-ils diverger dans leurs modalités d'application, dès lors qu'ils partagent le même postulat de base selon lequel le chômage des jeunes résulte de l'inadaptation de leur formation ? (cf. encart).

Le gouvernement présente volontiers sa politique de formation professionnelle comme un ensemble de mesures d'urgence, en attendant que la situation de l'emploi s'améliore. Certes, l'adoption de mesures provisoires n'est pas un choix critiquable en lui-même.

A condition toutefois de s'attaquer dès maintenant aux racines du mal, faute de quoi le « provisoire » se transformera en système.

A condition aussi que s'engage dès maintenant un plan de développement de l'enseignement technique public permettant de tarir à la source les sorties de jeunes sans qualification professionnelle.

A condition, enfin, que les mesures prises correspondent dans leur contenu et dans leur financement aux intérêts des jeunes et des travailleurs.

Or, ces trois conditions sont très loin d'être réunies par la politique du gouvernement.

Les stages : solution d'urgence ou gestion du chômage des jeunes ?

Tout indique, par exemple, que les « stages Rigout », comme l'apprentissage, prennent désormais figu-

re, pour le gouvernement, d'une nouvelle filière de formation professionnelle, à part entière, parallèle à l'enseignement technique public.

Depuis le premier Pacte national pour l'emploi de Raymond Barre, en 1977, plus de cinq ans ont passé : la formule des stages s'inscrit, par sa durée, comme une nouvelle forme de gestion du chômage des jeunes.

Il existe dorénavant trois catégories de stages. La première, des « stages d'orientation » (4 à 8 semaines), débouche sur... l'accès aux deux autres types de stages. La deuxième, des « stages d'insertion » (10 mois au maximum), permet de s'orienter vers... les stages du troisième type. Ceux-ci, dits « stages de qualification » (jusqu'à 2 ans), conduisent, en fin de course, au seuil du marché du travail. Tout se passe comme si les stages s'offraient à eux-mêmes leurs propres débouchés ; leur fonction « d'amortisseur » des tensions du marché du travail apparaît ici clairement. Les « stages Rigout » ne garantissent pas davantage l'accès à l'emploi que les « stages Barre ».

Offrir des débouchés professionnels aux jeunes, c'est d'abord conduire une politique de création massive d'emplois : par la réduction du temps de travail, la planification de la production sur la base du recensement des besoins sociaux et l'utilisation à cette fin du secteur public, par l'exercice d'un droit de veto sur les licenciements et le contrôle des investissements. Toutes ces mesures s'en prennent à la propriété et au pouvoir du capital.

N'ayant même pas tenté de telles incursions dans le domaine de la propriété privée, le gouvernement Mauroy a abandonné de fait sa devise de « priorité à l'emploi », avant de systématiser sa priorité actuelle à la baisse des charges des entreprises.

Dans ce cadre général, les dispositions particulières pour l'emploi des jeunes ne peuvent au mieux qu'éponger une partie du chômage des moins de 25 ans, mais en rien créer des emplois ! C'est la plus fondamentale des critiques au plan Rigout : il ne s'en prend pas aux causes fondamentales du chômage de la jeunesse.

Donner aux jeunes un métier, c'est-à-dire autre chose qu'un « petit boulot », c'est également renverser le mouvement de déqualification d'une série d'emplois du bas de l'échelle des qualifications. Les grèves d'OS de l'automobile sont là pour montrer que rien n'a changé dans l'organisation du travail des entreprises, même nationalisées. Surreprésentés dans les

emplois les moins qualifiés, et en même temps porteurs de fortes aspirations à un travail libre, les jeunes rejettent massivement la parcellisation des tâches, et la hiérarchie. Ils sont les premiers intéressés à la requalification des emplois.

La qualification des emplois : les dégâts du progrès ou l'organisation de la production par les travailleurs

Il existe une puissante illusion dans le mouvement ouvrier, selon laquelle le progrès technique entraînerait de lui-même un mouvement de qualification des emplois. Or, si à un pôle de la pyramide des emplois, il crée effectivement de nouveaux métiers qualifiés, il a deux autres conséquences :

Les innovations techniques, dans le contexte de la crise capitaliste, entraînent licenciements et ralentissement des embauches ; on sait que l'introduction de l'informatique dans les banques, par exemple, provoquera la suppression de 30 000 emplois dans cette branche d'activité.

Le « progrès technique » dans une division idéale donnée, reproduit également, au bas de l'échelle des qualifications, des emplois sous-qualifiés (3). C'est pourquoi, la requalification du travail passe par la maîtrise des travailleurs sur l'organisation du travail, comme sur la formation continue, et par le contrôle ouvrier sur l'utilisation des gains de productivité, notamment pour l'amélioration prioritaire des conditions du travail posté. Réunir ces conditions suppose de changer le régime de la propriété, comme les finalités de la production. C'est là une absolue nécessité pour que des générations entières de jeunes travailleurs ne soient pas les victimes de l'évolution de la division capitaliste du travail ;

Création massive des emplois, requalification du travail ; tels sont les deux leviers sur lesquels il faut appuyer pour résoudre le problème de l'insertion professionnelle de la jeunesse.

L'enseignement technique public reste le parent pauvre de l'Éducation nationale. Il manque au moins 50 000 places dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP) pour répondre aux demandes d'inscription. Les locaux sont vétustes, là plus qu'ailleurs. Plus de la moitié du parc-machines a plus de dix ans d'âge. Naturellement, c'est dans les LEP, qui préparent aux CAP et BEP, que la proportion d'élèves issus de familles défavorisées est la plus importante. La bourgeoisie n'aurait pas toléré que l'on réserve à ses lycées le sort qui est fait aux LEP.

L'enseignement technique public : priorité ou non ?

Un gouvernement des travailleurs devrait agir à l'opposé : donner d'abord à ceux qui passent toujours en dernier, et faire de l'enseignement technique une vraie priorité scolaire.

Cela suppose en premier lieu un programme de réquisition de locaux patronaux inoccupés ou sous-employés, de construction de nouveaux locaux scolaires et d'équipement des LEP en machines modernes. Voilà qui donnerait des commandes aux usines de machine-outils (tel Dufour à Montreuil, périodiquement menacée de fermeture). Voilà qui contribuerait à relancer le secteur du bâtiment.

Avec quel argent ? Avec celui que dégagerait une politique de réduction radicale des inégalités de revenu et de patrimoine, d'une politique qui en finisse avec le gâchis capitaliste en mettant l'investissement et la production sous le contrôle des travailleurs.

Encore faut-il commencer par stopper net le détournement des fonds publics. Ainsi, la taxe d'apprentissage versée par les entreprises est le seul impôt dont l'usage soit laissé à la disposition du contribuable : en effet, les patrons sont libres d'affecter le montant de cette taxe à l'établissement de leur choix. Comment s'étonner qu'ils privilégient systématiquement les centres patronaux d'apprentissage (CFA) au détriment des LEP ? Ainsi, le rapport taxe/élève est quatre fois supérieur pour les CFA que pour les LEP ! Il faut donc imposer le versement de la taxe d'apprentissage à un organisme public, et nationaliser

les CFA pour les transformer en LEP.

Donner la priorité à l'enseignement technique public, c'est aussi faire un choix politique : celui de considérer l'apprentissage sur le tas comme une solution d'échec à résorber, et non comme une nécessité économique ou pédagogique. Or, dans son rapport largement repris par le gouvernement, Bertrand Schwartz préconise d'impulser l'apprentissage par trois mesures : 1) versement par l'État d'un complément de salaire (10 % du SMIC) aux apprentis ; 2) maintien de l'exonération des charges patronales, payées par l'État ; 3) développement de « l'apprentissage industriel » dans les PME, pour lesquelles des « mesures spéciales d'incitation seront prises ». Tel est le prix du « compromis historique » avec les petits patrons... C'est donc vers le développement de l'apprentissage, et non son déperissement, que s'oriente l'action du gouvernement, qui accepte à cette fin de payer les patrons pour qu'ils embauchent !

Reste la nature même des stages proposés aux jeunes de 16 à 25 ans. Même à supposer qu'ils ne soient que des solutions d'attente, ce qui n'est pas le cas, leur contenu est pour le moins contestable.

D'abord, parce que leur financement repose là encore sur les fonds publics : ainsi, l'allocation de 500 ou 700 F versée aux jeunes stagiaires est supportée par l'État, alors que les patrons exploitent les jeunes pendant des semaines. De même, les charges sociales sont financées par l'État.

Ensuite, parce que la formation dispensée est subordonnée aux situations locales : le recrutement des formateurs n'est soumis à aucune règle offrant de réelles garanties, pour eux comme pour leurs élèves. La pratique de l'alternance stage/entreprise confine la plupart des jeunes durant leur présence dans l'entreprise à des travaux de « bouche-trous » peu formatifs.

L'on vient d'apprendre que l'armée verrait sa fonction étendue au domaine de la formation professionnelle. S'il s'agit d'éviter à de jeunes appelés de perdre leur temps à l'armée en apprenant un métier, pourquoi alors ne pas réduire le service militaire ? S'il s'agit d'attirer dans la carrière militaire des jeunes qui ne trouveraient pas ailleurs les structures de formation qu'ils recherchent, pourquoi les créer à l'armée et pas dans l'Éducation nationale ?

Ainsi, que ce soit en matière de pédagogie (alternance), de formation

dispensée, de financement, des droits des stagiaires, le plan Rigout, même comme plan d'urgence, n'offre pas de formules adaptées aux intérêts de la jeunesse.

Le gouvernement ne semble donc plus avoir d'autre ambition que de stabiliser la montée du chômage des jeunes, et de gérer, à force de stages divers, l'armée de réserve des jeunes chômeurs. Et ceci dans l'hypothèse la plus favorable, car les économies capitalistes n'ont pas touché le fond de la crise. Par-delà les mouvements de la conjoncture, les effets durables de la crise sur la situation de la jeunesse vont s'amplifier, tendant ainsi à unifier ses intérêts et ses réactions.

Jeune chômeur, jeune apprenti, jeu-

ne stagiaire, jeune intérimaire, jeune travailleur, jeune de LEP ou de lycée, tous sont confrontés à un avenir fait d'insécurité face à l'embauche, et de mutilation dans le métier.

C'est donc à eux qu'il revient de donner vie et force à un grand mouvement de la jeunesse, dont les préoccupations et la composition sociale feront une place, plus grande que par le passé, aux plus opprimés et exploités d'entre eux.

« L'insertion sociale et professionnelle » de la jeunesse se confond plus que jamais avec son insertion dans le mouvement de la classe ouvrière pour son émancipation.

Que les organisations ouvrières traditionnelles se montrent incapables

de proposer aux jeunes les formes de combat qu'ils attendent, n'est pas le moindre des obstacles. Pour le renverser, les jeunes devront compter d'abord sur leurs propres réserves : elles sont immenses !

3. « La Division capitaliste du travail ». Michel Freyssinet. Savelli.

Dans « Barricades », le journal des Jeunesses communistes révolutionnaires, une interview de jeunes stagiaires Rigout, n° 33, mars-avril.

Le chômage des jeunes n'est pas la conséquence d'une inadaptation de la formation.

S'il est une idée fautive et néanmoins fort courante, c'est bien celle qu'exprime Mitterrand en ces termes : « Si les jeunes disposent d'une formation adaptée aux besoins de la société moderne, ils trouveront du travail. »

Cette affirmation est contredite par trois constats :

1. Depuis l'ouverture de la crise, le nombre de jeunes diplômés n'a pas chuté, au contraire : « La part des jeunes qui quittent le système scolaire en ayant reçu une formation professionnelle complète sanctionnée par un titre est passée de 33 % en 1973 à 44 % en 1979 », selon une étude de l'INSEE (*Economie et Statistique*, juin 1981). Autrement dit, plus la proportion de diplômés augmente, plus croît le nombre de jeunes chômeurs. Il n'y a donc pas déficit de diplômés. Faudrait-il alors penser que les diplômes attribués ne correspondent pas aux besoins des

entreprises ? Si tel était le cas, les statistiques de l'emploi feraient apparaître un fort volume d'offres d'emploi non satisfaites. Or, un tel phénomène n'apparaît pas.

2. Les jeunes confrontés au premier emploi ne « pèchent » pas par défaut mais par excès de formation ! S'ils n'étaient pas assez diplômés, les entreprises seraient sans doute contraintes de pourvoir les emplois qualifiés en embauchant un nombre croissant de jeunes au-dessus de leur qualification ; or, c'est le mouvement inverse qui se produit. La tendance dominante est au déclassement des jeunes à l'embauche. Ainsi il apparaît que l'appareil de production n'est pas à même d'offrir des emplois à la hauteur des qualifications acquises dans le système de formation.

Parmi dix illustrations de ce phénomène, un seul exemple : la probabilité pour un bachelier de devenir cadre moyen a chuté de 57 % à 31 % entre les deux périodes de 1965-1970 et 1972-1977. En revanche, la probabilité pour le même diplômé d'occuper un emploi d'ouvrier est montée de 16 % à 35 %, et celle de devenir employé, de 7 % à 16 %. Le VIII^e Plan programmait tout à fait officiellement des « flux de sortie » de jeunes diplômés supérieurs aux créations d'emplois correspondant aux diplômés acquis. Ce sont donc bien les métiers qualifiés

qui manquent, et non les travailleurs compétents.

3. Il ne semble pas que les employeurs témoignent d'une désaffection particulière à l'égard des jeunes dans leur politique d'embauche. Alors que le chômage global leur permettrait d'embaucher plutôt des adultes dotés d'une expérience professionnelle que des jeunes tout juste sortis de l'école, une telle tendance ne se réalise pas. Les jeunes conserveraient-ils tous leurs attraits pour les employeurs, en dépit des prétendues lacunes de leur formation ? On constate ainsi que la part des jeunes dans les embauches des entreprises n'a que fort peu baissé, passant de 12,2 % en 1973 à 11,4 % en 1979. Et l'INSEE en déduit, dans l'étude déjà citée, que « l'augmentation du nombre des jeunes qui ne trouvent pas d'emploi n'est pas liée à une diminution de la part relative des débutants parmi les personnes qui ont été embauchées, mais à la baisse globale des recrutements de main-d'œuvre par les employeurs : ceux-ci ont diminué de 16 % entre 1973 et 1979, passant de 4 330 000 à 3 634 000 ».

Il faut donc finir par admettre que le chômage des jeunes ne tient pas à la situation particulière de la jeunesse, en particulier à un défaut de sa formation, mais au ralentissement des créations d'emplois, aux effets de la crise capitaliste.

Le dispositif militaire français en Afrique et dans l'océan indien

CLAUDE GABRIEL

OPERATION « Ndiambour III » : en novembre et décembre 1982 au Sénégal : un pays « bleu » est attaqué par un Etat « carmin ». Aussitôt, l'Etat « azur », lié par un accord militaire, met sa force d'assistance rapide (FAR) en état d'alerte, puis se porte au secours de son protégé « bleu »... Les forces françaises sont immédiatement intégrées au dispositif des forces sénégalaises en attendant l'arrivée de la FAR, dont la force « guépard » mobilisable en trois heures. L'escadre de la Méditerranée appareille de Toulon et de Brest et arrive le 29 novembre, quatre jours après le déclenchement des « hostilités ». Sur la plage de Somone-Guéréo, les commandos de marines sénégalais et français assurent le débarquement, pour la première fois en pays tropical, des chars lourds AMX 30. L'état-major « azur » s'intègre immédiatement au PC sénégalais déjà opérationnel. Début décembre, l'agresseur « carmin » est défait. *Le Soleil*, journal gouvernemental du Sénégal, titre : « *La fraternité d'armes n'est pas un vain mot* (1). »

Ce petit jeu du « gendarme et du voleur » a mobilisé douze mille hommes dont quatre mille Français. Le porte-avions Foch, le croiseur Suffren ont été de la partie ainsi que les avions super-Etendard et Jaguar de la force aérienne tactique (FATAC).

En quelques jours, Dakar s'est rempli de centaines de troupes françaises faisant tourner bars et bordels comme au bon vieux temps des colonies. A première vue, l'accoutumance des Sénégalais à cette présence militaire n'est pas le moindre des succès de ces manœuvres. L'opposition ne bronche pas. Ni protestation, ni dénonciation.

L'argument conjoint des gouvernements français et sénégalais pour justifier de telles dépenses, au mo-

ment où le Sénégal connaît une crise économique sans précédent, est que cela s'inscrit dans le programme normal de collaboration des deux armées, prévu par l'accord militaire franco-sénégalais. La belle affaire que voilà ! La lutte héroïque contre l'Etat « carmin » aura coûté le prix de dizaines d'écoles et de dispensaires, dans un pays où le taux d'alphabétisation des adultes ne dépasse pas 15 % (2).

Mais le formalisme lui-même n'est pas respecté. Sinon, pourquoi des éléments gambiens de la Fields Force, qui ne sont liés par aucun accord avec la France, participeraient-ils aux manœuvres ? Pourquoi s'y trouverait-il, « en observateurs », des officiers de Côte-d'Ivoire, du Maroc, des Etats-Unis et de Gambie ?

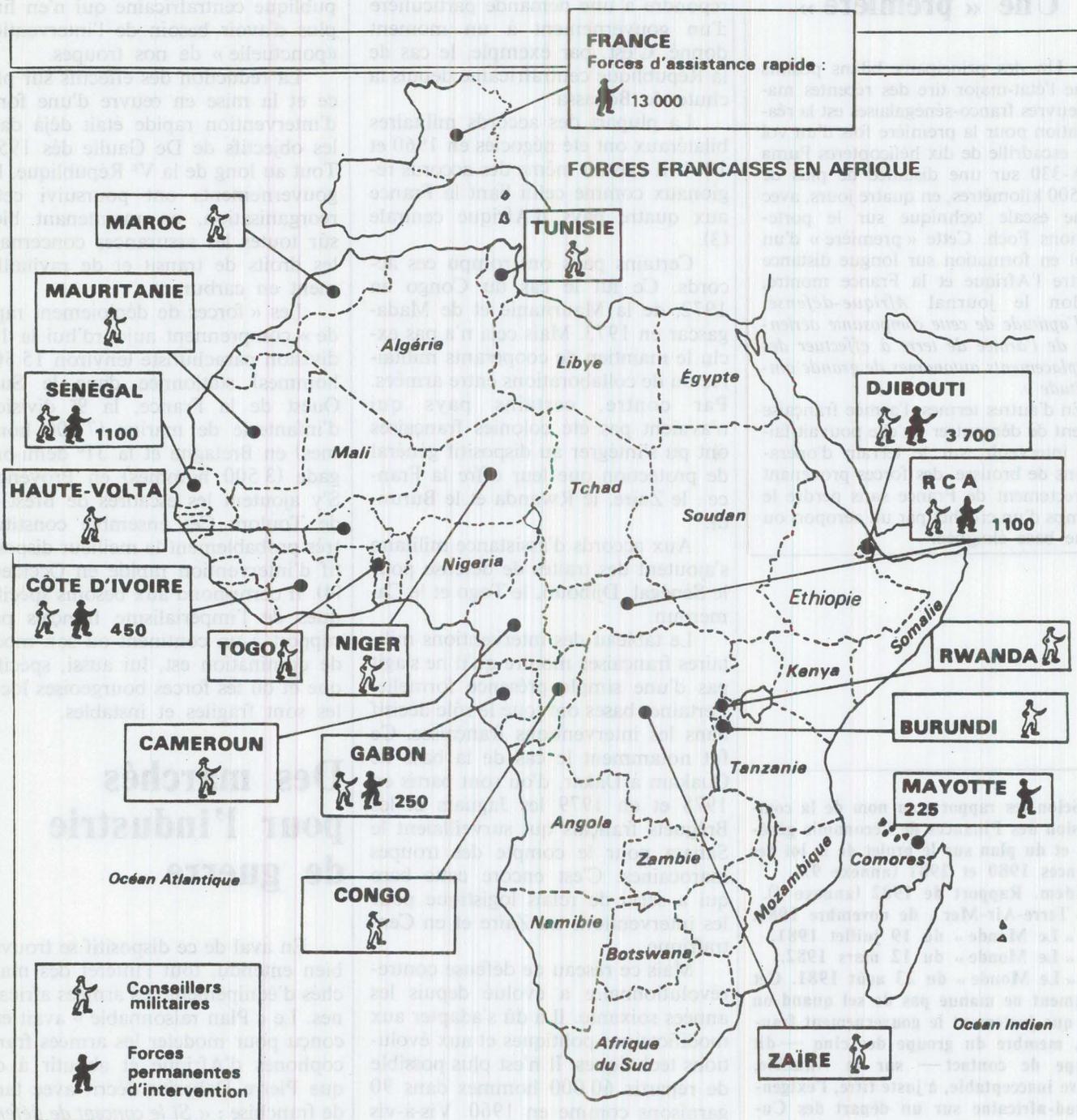
Un quadrillage contre-révolutionnaire

Le dispositif militaire français en Afrique et dans l'océan Indien est constitué de trois éléments différents : — L'ensemble des forces stationnées en France même et prêtes à intervenir rapidement sur le terrain. Ce sont notamment la force d'assistance rapide (FAR) et des éléments de la force aérienne tactique (FATAC).

— Le réseau de troupes stationnées en permanence en Afrique parmi les quelles il faut distinguer, d'une part, les garnisons (Dakar, Gabon, Djibouti, ile de la Réunion...) et, d'autre part, les centaines de conseillers, coopérants, techniciens que l'on trouve soit sous l'uniforme français soit sous l'uniforme local dans presque tous les pays de l'ancien empire et d'ailleurs.

— Enfin, les troupes « conjoncturel-

1. « Le Soleil » du 6 décembre 1982.
2. Selon les chiffres du « rapport Berg » de la Banque mondiale, le taux d'alphabétisation était de l'ordre de 10 % des adultes de plus de 15 ans en 1975.



• Sur les six points d'implantation des forces françaises en Afrique, seuls trois (Djibouti, Dzaoudzi, sur l'île de Mayotte, et Dakar-Ouakam) peuvent être considérés comme de véritables bases, dans la mesure où la France y maintient une présence aérienne de combat (Mirage III ou Jaguar) permanente. Depuis l'abandon, en 1979, du « poste » de N'Djaména, Paris ne dispose plus au centre du triangle Dakar-Djibouti-Mayotte d'installation de ce type. Ce qui a quelque peu réduit ses capacités opérationnelles.

• Les militaires stationnés à Dakar, Abidjan-Port-Bouët, Libreville et Djibouti sont relevés tous les six mois en moyenne dans le cadre du système des « compa-

gnies tournantes ». Ils appartiennent pour leur majorité à l'infanterie de marine et sont équipés de blindés légers. Les « barracudas » de Bangui et Bouar, eux, dépendent de la Force d'assistance rapide (FAR), basée en France. Des éléments de la Légion étrangère, enfin, sont stationnés à Djibouti et Mayotte.

• Les « conseillers », au nombre de cinq cents environ, relèvent soit du ministère de la Défense, soit de l'Assistance militaire technique qui dépend de la mission militaire du ministère de la Coopération (dirigée par le général Gilard). Ne figurent sur la carte que les pays où stationnent un nombre significatif de conseillers (plus de dix).

Une « première »

Un des principaux bilans positifs que l'état-major tire des récentes manœuvres franco-sénégalaises est la réalisation pour la première fois d'un vol en escadrille de dix hélicoptères Puma SA-330 sur une distance de plus de 3 500 kilomètres, en quatre jours, avec une escale technique sur le porte-avions Foch. Cette « première » d'un vol en formation sur longue distance entre l'Afrique et la France montre, selon le journal *Afrique-défense*, « l'aptitude de cette composante aérienne de l'armée de terre à effectuer des déplacements autonomes de grande amplitude ».

En d'autres termes, l'armée française vient de démontrer qu'elle pouvait faire intervenir, sur le terrain d'opérations de brousse, des forces provenant directement de France sans perdre le temps d'un crochet par un aéroport ou une base éloignée.

6. Selon les rapports au nom de la commission des Finances de l'économie générale et du plan sur le projet de la loi des finances 1980 et 1981 (annexe 9).
7. Idem. Rapport de 1982 (annexe 4).
8. « Terre-Air-Mer » de novembre 1981.
11. « Le Monde » du 19 juillet 1981.
12. « Le Monde » du 12 mars 1982.
13. « Le Monde » du 23 août 1981. Cet argument ne manue pas de sel quand on sait que justement le gouvernement français, membre du groupe des cinq — dit groupe de contact — sur la Namibie, trouve inacceptable, à juste titre, l'exigence sud-africaine sur un départ des Cubains d'Angola pour envisager l'indépendance de la Namibie. Or, ici, J.-P. Cot utilisait ce même argument hypocrite pour maintenir l'emprise militaire française sur une partie du continent.
3. Il s'agissait du Gabon, du Cameroun, de la République centrafricaine et du Congo. Aujourd'hui, il existe un accord de Jéfense régionale pour tous les pays de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest comptant notamment la plupart des ex-colonies françaises de cette région.
4. Après l'intervention à Kolwesi, un débat d'état-major a percé dans la presse. Il avait fallu utiliser des avions de l'armée américaine dans la mesure où nos Transal s'étaient montrés insuffisants. Le débat avait porté notamment sur l'amélioration du matériel de transport rapide.
5. Pierre Dabiez ; « la Politique africaine du général de Gaulle », Ed. Pédone, p. 241.

lement » placées dans un pays pour répondre à une demande particulière d'un gouvernement à un moment donné. C'est, par exemple, le cas de la République centrafricaine depuis la chute de Bokassa.

La plupart des accords militaires bilatéraux ont été négociés en 1960 et 1961. Il existait même des accords régionaux comme celui liant la France aux quatre pays d'Afrique centrale (3).

Certains pays ont rompu ces accords. Ce fut le cas du Congo en 1972, de la Mauritanie et de Madagascar en 1973. Mais cela n'a pas exclu le maintien de coopérants militaires ou de collaborations entre armées. Par contre, certains pays qui n'avaient pas été colonies françaises ont pu s'intégrer au dispositif général de protection que leur offre la France : le Zaïre, le Rwanda et le Burundi.

Aux accords d'assistance militaire s'ajoutent des traités de défense pour le Sénégal, Djibouti, le Togo et le Cameroun.

Le tableau des interventions militaires françaises montre qu'il ne s'agit pas d'une simple présence formelle. Certaines bases ont joué le rôle décisif dans les interventions françaises. Ce fut notamment le cas de la base de Ouakam à Dakar, d'où sont partis en 1978 et en 1979 les Jaguars et les Bréguets français qui surveillaient le Sahara pour le compte des troupes marocaines. C'est encore cette base qui a servi de relais logistique pour les interventions au Zaïre et en Centrafrique.

Mais ce réseau de défense contre-révolutionnaire a évolué depuis les années soixante. Il a dû s'adapter aux modifications politiques et aux évolutions techniques. Il n'est plus possible de répartir 60 000 hommes dans 90 garnisons comme en 1960. Vis-à-vis de gouvernements « indépendants », une telle présence ne pouvait décemment se maintenir, économiquement et politiquement. Sur le plan technique, certains matériels sophistiqués devaient dorénavant se trouver en France ou bien être intégrés à la flotte de Méditerranée ou encore à celle de l'océan Indien.

Ainsi, en 1981, les effectifs stationnés en Afrique même n'étaient plus que d'environ 6 700 hommes répartis dans six pays. Les Français ont été priés de quitter la base de Diego Suarez à Madagascar, en 1972, et ont dû, quelques années plus tard, évacuer aussi leur base de Djamena au Tchad. Il leur a donc fallu renforcer les dernières garnisons restantes : Djibouti et la Réunion, qui ont fait

cet heureux héritage, ainsi que la République centrafricaine qui n'en finit plus d'avoir besoin de l'intervention « ponctuelle » de nos troupes.

La réduction des effectifs sur place et la mise en œuvre d'une force d'intervention rapide était déjà dans les objectifs de De Gaulle dès 1959. Tout au long de la V^e République, les gouvernements ont poursuivi cette réorganisation, en maintenant bien sûr toutes les assurances concernant les droits de transit et de ravitaillement en carburant.

Les « forces de déploiement rapide » comprennent aujourd'hui la 11^e division parachutiste (environ 15 500 hommes) stationnée dans le Sud-Ouest de la France, la 9^e division d'infanterie de marine (7 600 hommes) en Bretagne et la 31^e demi-brigade (3 500 hommes) en Provence. S'y ajoutent les escadres de Brest et de Toulon. Cet ensemble constitue très probablement le meilleur dispositif d'intervention rapide en Occident (4). Il correspond aux besoins spécifiques de l'impérialisme français par rapport à un continent où son mode de domination est, lui aussi, spécifique et où les forces bourgeoises locales sont fragiles et instables.

Des marchés pour l'industrie de guerre

En aval de ce dispositif se trouve, bien entendu, tout l'intérêt des marchés d'équipement des armées africaines. Le « Plan raisonnable » avait été conçu pour modeler les armées francophones d'Afrique et aboutir à ce que Pierre Dabiez décrit avec tant de franchise : « Si le concept de défense par nature se révèle évolutif et mouvant, il n'en est pas de même pour celui d'assistance militaire technique. Cette dernière, en effet, est non seulement source de liens étroits et permanents, mais, perdant sa connotation administrative, se traduit tout naturellement dans l'armée en termes concrets d'appartenance et de complicité, de hiérarchie ou de camaraderie, de promotion ou d'ancienneté. La personne du général de Gaulle, l'attachement culturel des élites et la spécificité militaire, voilà peut-être, depuis l'indépendance, les trois fondements majeurs de notre réussite et notre pérennité en Afrique (5). »

Et, en effet, cet attachement « culturel », comme ils disent, prend la forme de marchés juteux d'arme-

ments. Entre 1970 et 1980, les anciennes colonies françaises d'Afrique ont été dépendantes à 50 % des fournitures françaises de ce type. Cet « attachement culturel » s'est apparemment élargi puisque, pour les ex-colonies belges, on atteint 68 % des fournitures françaises (sources : International Peace Research Institute of Stockholm). Certains pays africains francophones qui cultivent simultanément les amitiés militaires avec la France et l'Union soviétique, comme le Congo, Madagascar ou le Bénin, ont su s'approvisionner aussi bien en AK 47 soviétiques qu'en Alouettes 2 françaises. Ceci explique que, globalement, les ex-colonies françaises dépendent moins de la France que le Zaïre, par exemple. Mais, des pays comme la Côte-d'Ivoire, le Gabon, le Sénégal ou le Cameroun sont, bien évidemment, presque totalement équipés par les Français.

A cela s'ajoute la part propre de la coopération militaire française. En 1970, le budget avait été de 154 millions de francs dont 25 % pour des fournitures de matériel. En 1981, on était passé à 652 millions de francs, dont probablement plus de 50 % de fourniture de matériel. En 1970, le pourcentage de la coopération militaire dans l'ensemble du budget de la Coopération était de 12 %. Elle était de 17 % en 1981 (6). Quand on vous dit que la coopération a pour finalité l'aide au développement des pays pauvres !

Bien que les exportations d'armes françaises en Afrique ne constituent que 2,7 % du total de ces mêmes exportations, elles s'élevaient tout de même en 1980 à la somme de 870 millions de francs (7).

Enfin, pour mieux assurer cet attachement au matériel français, il est mis un soin particulier à la formation d'officiers africains sur le territoire français. Au fur et à mesure que Paris a cherché, pour des raisons financières, à alléger le nombre de conseillers militaires en Afrique, le nombre de militaires africains en formation chez nous a augmenté d'autant. Ainsi a pu se maintenir l'objectif de modéliser des armées africaines selon les désirs et les besoins de l'impérialisme français. En 1981, il y a eu 3 645 stagiaires militaires étrangers en France, auxquels il faut ajouter environ 3 000 autres en formation chez Matra, Thomson, Dassault, etc. La moitié de ces stagiaires vient d'Afrique noire (8).

Devant la commission de Défense de l'Assemblée, le ministre déclare qu'il « n'est pas dans l'intention du gouvernement de diminuer la présence

ou les moyens des forces françaises d'actions extérieures là où elles sont installées en Afrique car, parmi leur mission, subsiste au premier rang celle d'assurer la sécurité et le regroupement des français en cas de difficulté(11). »

Mais philanthrope comme nous le connaissons, l'ineffable Hernu expliquera quelques mois plus tard que depuis son arrivée au ministère il avait cherché à infléchir la politique des ventes d'armes à l'étranger pour la mettre en concordance avec la politique des relations extérieures : notamment pour ce qui concerne une assistance industrielle et technologique à l'égard des pays du tiers monde qui tiraient profit ainsi des transferts de technologie et des connaissances industrielles de la France (12). Ce sont les paysans du Sahel qui vont être contents.

Et pourtant, le PS et le PC n'avaient pas craint, avant le 10 mai 1981, de dénoncer le militarisme français en Afrique. Toutefois, ils s'étaient contentés de critiquer la politique giscardienne sur sa forme. Non pas sur son fond. Ainsi aucun des deux grands partis ouvriers français n'avait exigé le départ des troupes d'Afrique ou la dénonciation des accords de coopération militaire. Pour l'un comme pour l'autre, sous des expressions différentes, il s'agissait en fait de réformer cette présence militaire en fonction des nouvelles données d'une politique « progressiste » de coopération.

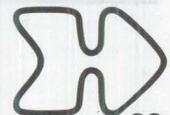
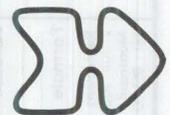
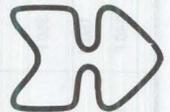
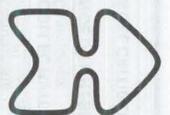
Or, voilà que justement la politique africaine n'a pas changé... Et plus personne dans le PS et le PC ne reparle des troupes ! En mai 1981, nos forces d'intervention, impérialistes, seraient soudain devenues bienveillantes. Jean-Pierre Cot, cet « utopiste » rocardien de la Coopération, avait même au cours d'une visite au Nigéria que « tant qu'il y aura des troupes cubaines en Angola et des troupes libyennes au Tchad, et que des Russes et Américains vendront des armes sophistiquées aux pays africains, il nous sera difficile de répondre négativement aux commandes formulées par nos amis qui craignent pour leur sécurité(13). » Evidemment, s'il s'agit de « nos amis », les militants du PS et du PC ne peuvent plus qu'être satisfaits !

Au tableau d'honneur de « nos amis » se trouve par exemple le président Mobutu, en faveur de qui Hernu a confirmé le mandat d'une vingtaine d'officiers et sous-officiers français pour encadrer une troupe de parachutistes d'élites, la 31^e brigade parachutiste, attachée à la défense du dictateur. C'est d'ailleurs une partie de ces soldats que le Zaïre envoya au

Tchad dans le cadre de la force africaine d'intervention. Cette force était encore un bel exemple des « solutions africaines » proposées par Mitterrand : fournitures et transports assurées par les Etats-Unis et la France ; des troupes venant du Sénégal, du Nigéria, du Zaïre, c'est-à-dire précisément des pays les mieux équipés et les plus encadrés par les deux puissances impérialistes. Autre « solution africaine » sans doute, ces deux interventions militaires sénégalaises en Gambie pour y rétablir l'ordre. Plus des deux tiers de l'armée sénégalaise ont pu être utilisés dans des opérations de maintien de l'ordre du Zaïre, au Tchad, au Liban (FINUL), en Gambie. Un beau rejeton de l'armée française en quelque sorte.

Dans l'océan Indien, la principale force militaire est celle de la France. Le dispositif s'articule entre Djibouti et la Réunion. Dans cette partie du monde il s'agit de défendre, entre autres, les 200 miles marins d'eaux territoriales qui reviennent, selon les nouvelles lois internationales, à tous les riverains d'une mer ou d'un océan. On comprend dès lors l'attachement de l'impérialisme français à des îlots comme Tromelin, traditionnellement revendiqués par Madagascar, ou l'île Maurice. On dit même que c'est la section PS de la Réunion

ABONNEMENTS



qui se serait opposée à l'abandon de Tromelin. Quoi qu'il en soit, Paris a bien manœuvré dans cette affaire. Sous prétexte de convergence idéologique entre régimes « socialistes » — en fait à cause de la crise économique qui sévit chez eux — les gouvernements malgaches et mauriciens ont renoncé à ces revendications territoriales. Pour eux, le projet d'un océan Indien « zone de paix » ne concerne plus la France qu'en tant qu'Etat riverain ! Voilà donc le coq gaulois reconnu comme occupant légitime de ces terres australes.

Un danger permanent pour les peuples africains

Le général Lacaze, chef d'état-major des armées, a même peur de ne plus reconnaître parmi tous ces « amis africains » ceux qui sont de

Interventions militaires françaises en Afrique noire

Cameroun 1959-1964 : intervention contre les maquis de l'Union des populations du Cameroun.

Sénégal 1961-1964 : Soutien à Senghor au moment de l'éclatement de la fédération du Mali et la tentative de coup d'Etat de Mamadou Dia (les principales unités fidèles à Senghor étant à la époque commandées par des Français).

Congo 1960 et 1962 : interventions anti-émeutes.

Gabon 1960, 1962 et 1964 : Interventions anti-émeutes et intervention contre une tentative de coup d'Etat visant à renvoyer le président Mba.

Tchad 1960-1963 : interventions contre des émeutes.

1968-1975 : intervention contre le FROLINAT.

1977-1980 : nouvelle intervention contre les guérillas oppositionnelles.

Mauritanie 1961 : intervention anti-émeutes.

1977-1978 : soutien aérien contre le Polisario.

Niger 1973 : Déjouement d'un coup d'Etat militaire et d'une mutinerie contre le président Hamani.

Djibouti 1976-1977 : opérations « Lovada » et « Saphir » contre les populations d'ethnies somaliennes.

Zaire 1977-1978 : intervention au Shaba contre la rébellion du FNLC.

République centrafricaine 1979 : déposition de Bokassa et mise en place de Dacko sans que cela n'offre une véritable ouverture démocratique aux Centrafricains qui, notamment pour les lycéens, avaient été les vrais tombeurs du dictateur par leurs manifestations féroce ment réprimées.

vrais amis et ceux qui, hypocrites, pourraient nous lâcher un beau matin. Il voit par exemple dans nos exportations d'armes le danger « *de s'exposer à affronter nos propres armes vis-à-vis d'un adversaire que nous aurions nous-mêmes armé* ». Ce n'est pas là simple hypothèse d'école, si l'on songe à ce qui s'est passé en Iran ou récemment dans le golfe de Syrie (14). Lacaze pensait probablement au Mirages vendus à la Libye.

Voilà donc les dirigeants de l'impérialisme français dans le doute. Ils arment des régimes néo-coloniaux en Afrique noire mais se posent immédiatement le problème d'avoir à affronter un jour cet armement. L'exemple de l'Iran, qui est judicieusement donné par le général Lacaze, est celui d'un processus révolutionnaire au cours duquel une partie de l'armée est passée dans le camps des insurgés et où une grande partie des équipements a été saisie par le peuple. Et si demain un soulèvement au Sénégal ou au Gabon venait à produire les mêmes effets ? Lacaze propose donc de préparer une telle éventualité et il pose en termes explicites le cas où il faudrait affronter « nos propres armes ». En d'autres termes, si un pays africain venait à connaître une situation révolutionnaire, il faudrait de toute manière aller jusqu'au bout de nos engagements militaires.

Le militarisme français en Afrique noire et dans l'océan Indien est donc un danger permanent pour tous les peuples de ces régions. Le silence scandaleux du PS et du PC à ce propos relève tout bonnement de la com-

plicité envers les intérêts impérialistes français. Cela contribue à alimenter le chauvinisme et l'ignorance de ces réalités dans la classe ouvrière.

S'il faut généralement dénoncer toute l'entreprise impérialiste, il est prioritaire de commencer par cette affaire des troupes. Non seulement les révolutionnaires doivent exiger le retrait immédiat des troupes, mais ils doivent aussi, simultanément, demander l'abrogation pure et simple des accords militaires de coopération et de défense.

La campagne pour les droits démocratiques des soldats du contingent doit aussi aboutir à la reconnaissance du droit de refuser une affectation outre-mer (15). Enfin, il ne peut y avoir de propagande antimilitariste sans une dénonciation virulente de la présence contre-révolutionnaire de l'armée française à l'étranger et dans les ex-colonies. Il s'agit bien évidemment d'une tâche internationaliste puisque ce dispositif est fondamentalement tourné contre les ouvriers et les paysans de ces pays.

14. « Le Monde » du 11 novembre 1981.
15. Actuellement, ce sont en principe des « volontaires » qui sont placés outre-mer. Mais un certain nombre de combines contournent la difficulté : simple séjour de quelques mois ou quelques semaines en Afrique ou au Liban au cours d'un service militaire fait le reste du temps en métropole, escales et séjours sur les côtes africaines pour les marins embarqués, annonce du voyage faite aux appelés quelques jours avant et ne leur laissant qu'un cours délaissé pour demander à être exemptés, etc.

Abonnement

NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE		FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F	
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F			
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	150 F			
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F	

Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____
 Formule choisie : _____
 Règlement à l'ordre de PEC
 2 rue Richard Lenoir 93108
 Montreuil
 Tél. : 859 00 80

Cet été, du 16 juillet au 13 août

4 stages de formation

Cet été, dans un cadre agréable et de bonnes conditions de travail, consacrez une semaine à la formation politique.

Alors qu'en cours d'année, nous le savons tous, il est difficile de consacrer du temps à la lecture et à la formation politique, la période d'été est plus favorable. Participer à un des stages d'été que la LCR organise depuis des années est la formule la plus efficace — et la plus sympathique ! — pour acquérir ou renforcer sa formation politique.

Il est possible de venir en famille, une crèche-garderie est organisée pour les enfants durant les sessions de formation. Des temps de détente et de lecture sont prévus...

CET été, comme les années précédentes, la LCR organise des stages de formation politique élémentaire. Ces stages sont ouverts aux camarades sympathisants de la LCR, lecteurs de *Rouge*, toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

● **Voici quelques-uns des thèmes traités :**

- les enjeux de la situation politique actuelle
- la crise du capitalisme
- le mouvement ouvrier :

classe, syndicats et partis
— la social-démocratie et le PS
— le stalinisme et le PCF
— la lutte des femmes contre leur oppression
— internationalisme et Internationale
— la révolution en Amérique centrale
— la révolution politique dans les pays de l'Est.

● **Comment on travaille dans ces stages ?**

- des exposés en assemblée générale
- des discussions en petits

groupes pour permettre d'approfondir les thèmes abordés
— des « commissions à la carte » pour débattre d'autres sujets que ceux prévus dans le programme

— des heures de lecture, de détente et de loisirs...

Les stages se déroulent dans le Midi, dans la grande région de Toulouse. Le logement se fait en chambres de 2, 3, 4 places. Il est possible de venir en famille. Chaque stage commence le samedi à 19 h avant le repas et se ter-

mine le samedi suivant dans l'après-midi.

Le prix est de 700 F tout compris (pension complète et matériel de formation). Une crèche-garderie est organisée durant les sessions de formation du matin et de l'après-midi. Le prix pour les enfants (lit et repas) est de 350 F.

Pour tout renseignement complémentaire, appeler le 8 59 23 00.

- **Les dates des stages :**
Stage n° 1 : du 16 au 23 juillet
Stage n° 2 : du 23 au 30 juillet
Stage n° 3 : du 30 juillet au 6 août
Stage n° 4 : du 6 au 13 août.

● **Pour s'inscrire :**
Il suffit de remplir le bulletin ci-contre et d'y joindre 200 F d'arrhes, soit en liquide, soit en chèque à l'ordre de la LCR, ainsi qu'une enveloppe timbrée à votre adresse.

Renvoyez le tout à :
LCR FORMATION ETE 83
2, rue Richard-Lenoir
93 108 Montreuil.

A REMPLIR

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Profession : _____

Lieu d'emploi : _____

Syndicat : _____

Responsabilité syndicale : _____

Stagiaire à la LCR :

Age : _____

en contact avec la LCR :

Sexe : _____

sans contact avec la LCR :

Numéro du stage choisi :

Je viens avec _____ enfant(s), âgés de :

- j'irai en voiture et je dispose de _____ place(s)
 - si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture
 - on peut me téléphoner
- au n° _____
de _____ h à _____ h

Ernest Mandel

INTRODUCTION AU MARXISME

VIENT DE PARAITRE
Troisième édition française revue et augmentée
Un ouvrage indispensable !
42 FF TTC

B
LA BRECHE

En vente à la librairie la Brèche, 9 rue de Tunis, Paris (11^e) (42 F).
Toute commande à : PEC, 2 rue Richard Lenoir 93 108 Montreuil
(joindre un chèque à l'ordre de la PEC, 42 F par exemplaire commandé, frais de port inclus).